

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

Comité de Balance des Paiements

**Banque Centrale
des Etats de l'Afrique de l'Ouest**

Direction Nationale pour le Mali

République du Mali
Un Peuple - Un But - Une Foi

**BALANCE DES PAIEMENTS
ET POSITION EXTERIEURE DU MALI
RAPPORT ANNUEL 2003**

Décembre 2004

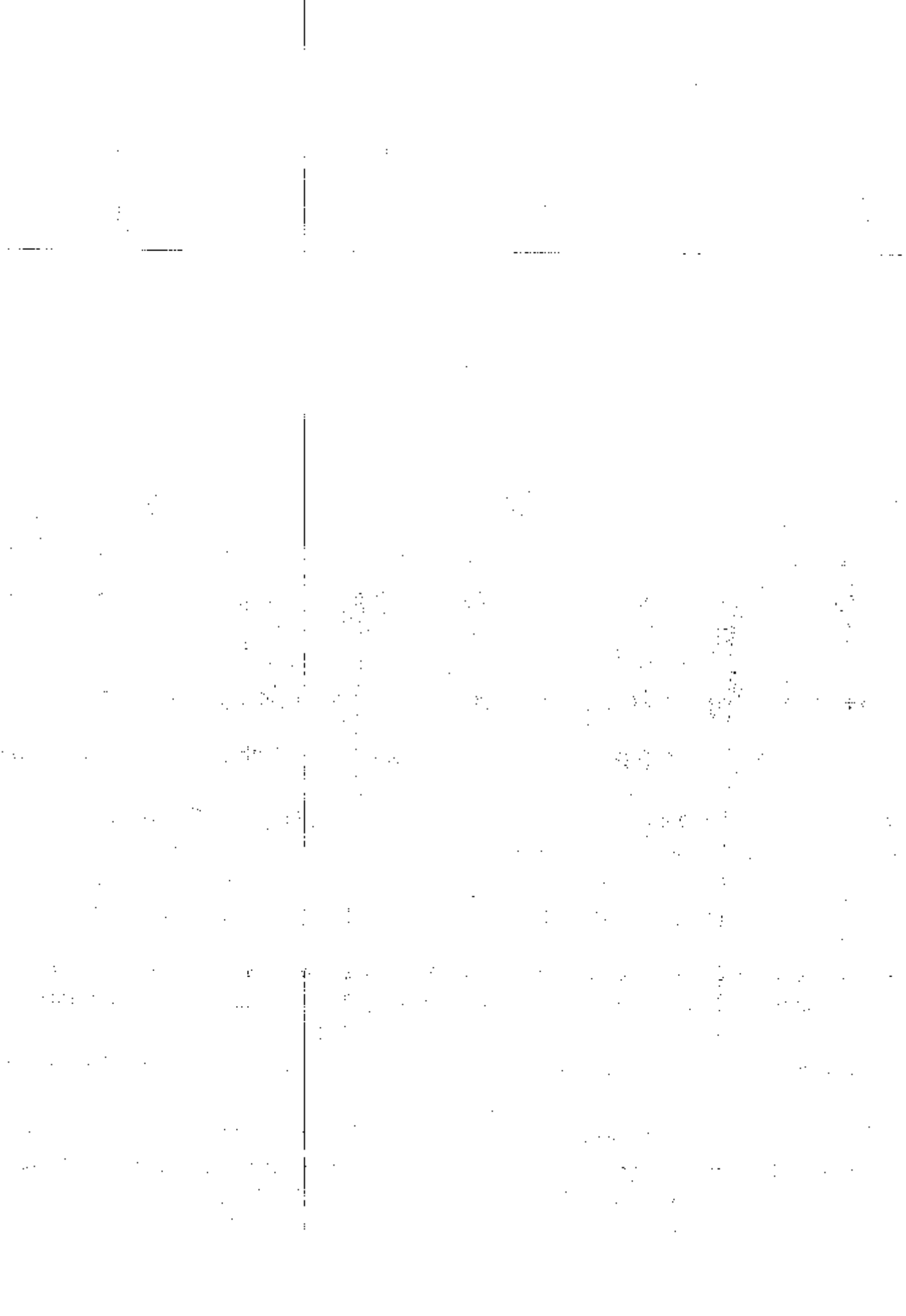
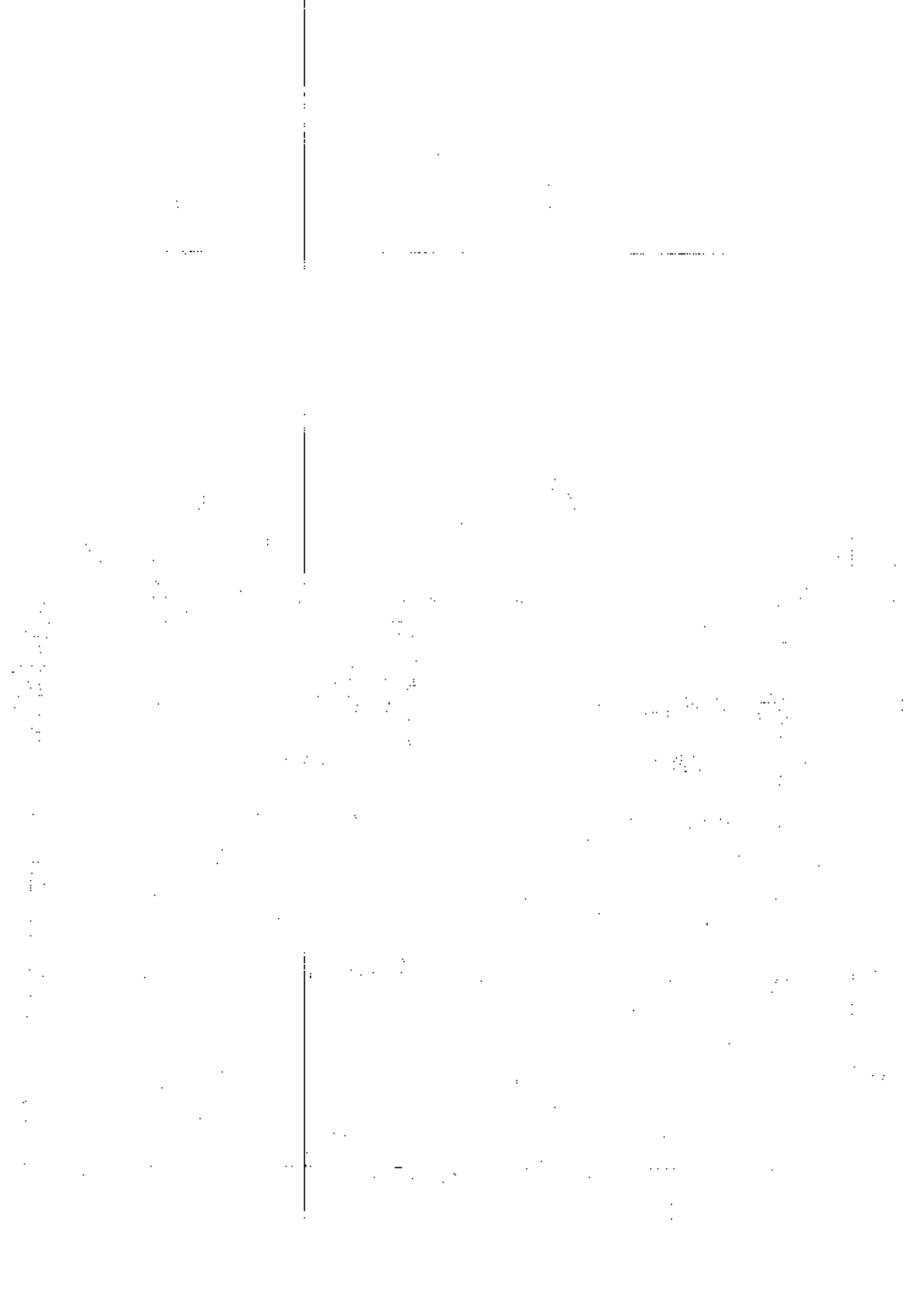


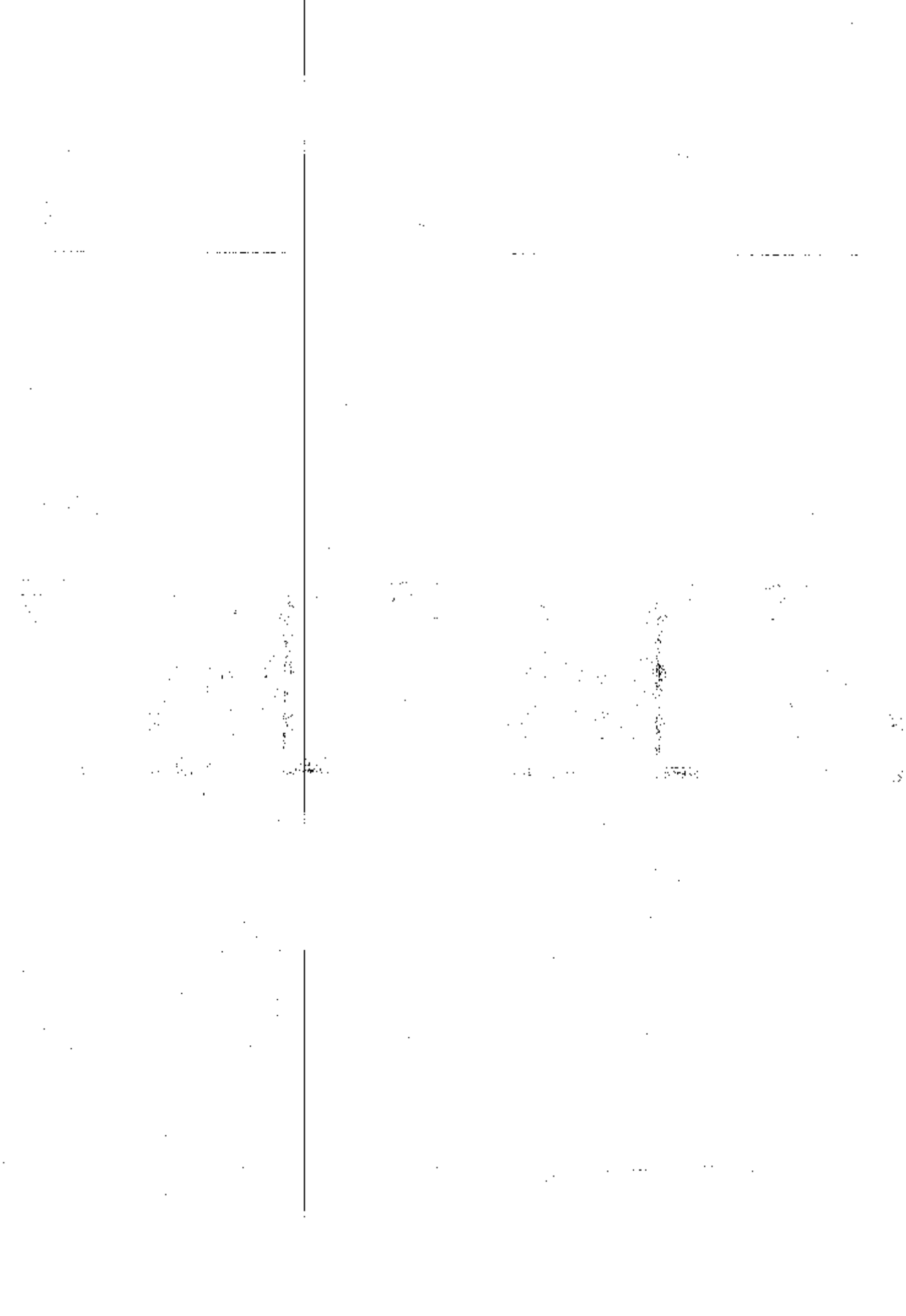
TABLE DES MATIERES

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS.....	2
NOTE METHODOLOGIQUE.....	3
INTRODUCTION.....	8
1. <u>CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE INTERNATIONALE</u>	8
2. <u>EVOLUTION DE LA SITUATION ECONOMIQUE, FINANCIERE ET MONETAIRE AU MALI</u>	11
A. <u>ANALYSE DE LA BALANCE DES PAIEMENTS</u>	13
I. <u>LE COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES</u>	15
1. <u>EVOLUTION DE LA BALANCE COMMERCIALE</u>	15
1-1- <u>Evolution des exportations</u>	16
1-2- <u>Evolution des importations</u>	18
1-3- <u>Répartition géographique du commerce extérieur</u>	21
2. <u>EVOLUTION DE LA BALANCE DES SERVICES</u>	23
2-1- <u>Les transports</u>	23
2-2- <u>Les voyages</u>	24
2-3- <u>Les services fournis ou reçus par les administrations</u>	24
2-4- <u>Les autres services</u>	25
3. <u>EVOLUTION DE LA BALANCE DES REVENUS</u>	26
4. <u>EVOLUTION DE LA BALANCE DES TRANSFERTS COURANTS</u>	27
4-1- <u>Les transferts courants des administrations publiques</u>	27
4-2- <u>Les transferts courants des autres secteurs</u>	27
II. <u>LE COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES</u>	28
1. <u>LE COMPTE DE CAPITAL</u>	28
2. <u>LE COMPTE D'OPERATIONS FINANCIERES</u>	29
2-1- <u>Les investissements directs</u>	29
2-2- <u>Les investissements de portefeuille</u>	29
2-3- <u>Les autres investissements</u>	30
2-4- <u>Les avoirs de réserve</u>	30
B. <u>ANALYSE DE LA POSITION EXTERIEURE</u>	31
I. <u>BANQUES DE DEPOTS</u>	31
II. <u>BANQUE CENTRALE</u>	31
III. <u>LA POSITION EXTERIEURE GLOBALE</u>	33
C. <u>ANNEXES</u>	35



LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

- AP** : Administrations publiques
- ASECNA** : Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne en Afrique et à Madagascar
- BCEAO** : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
- BOAD** : Banque Ouest Africaine de Développement
- CAF** : Coût, fret et assurance (se dit de la valeur d'une marchandise incluant les frais de transport et d'assurance)
- DGD** : Direction Générale des Douanes
- DGDP** : Direction Générale de la Dette Publique
- DNCC** : Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence
- DNSI** : Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique
- DNTCP** : Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
- FAB** ou **FOB** : Franco à bord ou free on bord (se dit de la valeur d'une marchandise, non compris les frais de transport, d'assurance, etc., supportés au-delà de la frontière du pays exportateur)
- FCFA** : Franc de la Communauté Financière Africaine
- FED** : Fonds Européen de Développement
- FMI** : Fonds Monétaire International
- PIB** : Produit intérieur brut
- PNUD** : Programme des Nations Unies pour le Développement
- SYSCOA** : Système Comptable Ouest Africain
- TOFE** : Tableau des opérations financières de l'Etat
- UEMOA** : Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
- UMOA** : Union Monétaire Ouest Africaine
- URTNA** : Union des Radios et Télévisions Nationales Africaines



NOTE METHODOLOGIQUE**SUR L'ELABORATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DU MALI****1. Généralités**

Les comptes extérieurs (balance des paiements et position extérieure globale) du Mali sont établis conformément à la cinquième édition du Manuel de Balance des Paiements (MBP5) du Fonds Monétaire International (FMI) publiée en 1993.

La principale méthode de collecte d'informations utilisée est basée sur les enquêtes, à l'aide de questionnaires, auprès des agents économiques établis au Mali et intervenant dans les échanges économiques et les opérations financières avec les non-résidents, sur une échelle appréciable.

Aux termes de l'article 1er de l'Annexe III du Règlement n° R09/98/CM/UEMOA du 20 décembre 1998 relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la Direction Nationale de la BCEAO est chargée de l'établissement des statistiques de balance des paiements. Pour ce faire, et en raison de l'implication d'autres services dans la collecte des informations requises, elle doit coordonner, au plan national, la détermination des données définitives globales.

2. Définitions

La **balance des paiements** est un état statistique où sont systématiquement résumées, pour une période donnée, les transactions économiques d'un pays avec le reste du monde.

La **position extérieure**, quant à elle, est le relevé du stock d'avoirs et d'engagements financiers extérieurs d'une économie à une date précise.

Une **transaction** se définit comme un flux économique découlant de la création, de la transformation, de l'échange, du transfert ou de l'extinction d'une valeur économique et faisant intervenir un transfert de propriété (entre un résident et un non-résident) de biens ou d'actifs financiers, la prestation de services ou la fourniture de capital.

Une unité institutionnelle est **résidente d'une économie** lorsqu'elle y a un pôle d'intérêt économique, c'est-à-dire lorsqu'il existe un endroit – domicile, lieux de production ou locaux à autres usages – à l'intérieur du territoire économique sur lequel ou à partir duquel elle exerce et a l'intention de continuer d'exercer, effectuée et a l'intention de continuer d'effectuer des transactions sur une échelle appréciable pendant une période d'au moins une année.

Les unités institutionnelles résidentes sont : les ménages, les sociétés et quasi-sociétés, les institutions à but non lucratif et les administrations publiques.

Les **exceptions** à cette définition de la notion de résidence concernent les diplomates et leurs familles, les militaires, les étudiants et les malades qui sont considérés comme résidents de

leurs pays d'origine. En revanche, les fonctionnaires internationaux, les coopérants et les réfugiés sont considérés comme résidents de l'économie d'accueil.

Le territoire économique d'un pays est constitué par la zone géographique administrée par son gouvernement (avec libre circulation des biens, des personnes et des capitaux), y compris l'espace aérien, les eaux territoriales et le plateau continental, auquel on ajoute les enclaves extra-territoriales dudit pays (à savoir les ambassades, consulats, bases militaires et scientifiques, etc.) et duquel on exclut les enclaves extra-territoriales étrangères sur son territoire géographique national.

3. Champ d'application des données

Les comptes extérieurs du Mali retracent toutes les transactions entre résidents et non-résidents. Ils couvrent tout le territoire du Mali.

4. Conventions comptables

Les données des comptes extérieurs sont établies sur la base des droits et obligations.

Les transactions en devises sont converties en francs CFA sur la base du cours de change de la transaction ou, à défaut, du cours moyen sur la période. Lorsque les transactions sont tirées de variations de stocks, le cours de change en fin de période est retenu pour la conversion de ces données.

Le mode général de valorisation est basé sur le prix du marché. Les échanges de biens sont enregistrés FAB (franco à bord). Pour les importations, valorisées CAF (coût, assurance, fret) dans les statistiques douanières qui en sont la principale source, une correction CAF/FAB est nécessaire.

S'agissant des encours, plusieurs modes de valorisation sont utilisés dans la mesure où ces encours sont issus de documents comptables (bilans, situations DEC 2000 pour les banques) qui obéissent à des règlements spécifiques (SYSCOA, plan comptable bancaire). Ainsi, les prêts, les emprunts et les dépôts sont exprimés en valeur nominale, tandis que les investissements directs sont comptabilisés en valeur historique (coût d'acquisition) à l'actif et en valeur nominale au passif.

5. Nature des sources statistiques

Les principales sources utilisées pour l'établissement des comptes extérieurs (version définitive) sont les statistiques douanières et les enquêtes de la BCEAO auprès des entités résidentes intervenant dans les échanges internationaux.

L'échantillon d'agents interrogés par la BCEAO contient quelques centaines d'entreprises, structures administratives, missions diplomatiques et consulaires, organisations non gouvernementales, etc. Les entités nouvellement créées sont introduites dans l'échantillon après un examen au cas par cas.

D'autres sources concernent les rapports de divers organismes ou administrations publiques (Programme des Nations Unies pour le Développement [PNUD], Fonds Européen de Développement [FED], Mission Française de Coopération, etc).

La plupart des questionnaires comportent à la fois des rubriques de flux, décrivant les transactions effectuées au cours de l'année, qui vont alimenter directement les rubriques correspondantes de la balance des paiements et des rubriques de stocks qui vont alimenter, d'une part, directement la position extérieure globale et, d'autre part, la balance des paiements par comparaison avec les stocks correspondants de la période précédente (variations d'encours).

Certains documents de collecte ne sont pas des questionnaires à proprement parler, mais respectent les mêmes principes de codification et de ventilation géographique. C'est le cas, par exemple, du document intitulé "DEC" qui sert à recenser, de manière globalisée, les données issues des situations DEC 2000 des banques commerciales, et du tableau des avoirs et engagements de la Banque Centrale ou des tableaux dits de dépouillement relatifs aux opérations de certains organismes spécifiques : ASECNA, BOAD, URTNA, Commission de l'UEMOA, etc.

Le document "Dettes extérieures publiques" est adressé au service compétent de l'Etat. Il permet le suivi de l'ensemble des flux réels ou imputés (pour les échéances contractuelles non réglées) ainsi que des encours, notamment au niveau des rubriques relatives au financement exceptionnel.

6. Pratiques d'établissement des données

6.1 Compte des opérations courantes

Biens

Les chiffres douaniers sont validés par le Comité de validation des statistiques du commerce extérieur qui regroupe, sous la présidence de la Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique (DNSI), les représentants de : la Direction Nationale de la BCEAO, la Direction Générale des Douanes (DGD), la Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence (DNCC), la Direction Nationale de la Géologie et des Mines (DNGM), la Direction Générale de la Réglementation et du Contrôle (DGRC), la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP), la Direction Nationale des Transports (DNT), l'Office National des Produits Pétroliers (ONAP), l'Office Malien du Bétail et de la Viande (OMBEVI), la Société chargée de l'inspection avant expédition des importations (COTECNA), la Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles (CMDT).

Ces chiffres validés sont par la suite ajustés par la BCEAO, aux fins d'adaptation à l'optique de la balance des paiements. L'ajustement le plus important est le passage de la valorisation CAF à la valorisation FAB pour les importations. La BCEAO estime aussi les dépenses et recettes de soutage, les biens importés ou exportés pour transformation, les achats dans les ports et aéroports.

Services

- *Transport* : Le fret maritime et le fret routier sont estimés par l'application d'un coefficient déterminé à la suite d'une enquête périodique de la BCEAO. Les données du transport aérien sont fournies par les compagnies représentées dans le pays.

- *Voyages* : Pour les touristes étrangers, les estimations sont fondées sur les informations fournies par les hôtels et les agences de voyages, ainsi que les statistiques du Ministère de l'Artisanat et du Tourisme. Les données des principaux pays émetteurs sont également utilisées. Les dépenses des fonctionnaires maliens en mission à l'étranger sont collectées auprès de la DNTCP. Les dépenses des étudiants maliens à l'étranger sont connues auprès des donateurs de bourses étrangères et auprès du Ministère de l'Enseignement Supérieur pour les bourses nationales. Pour les autres agents, les informations sont obtenues à l'aide des questionnaires.

- *Autres types de services* : Les données sont tirées d'enquêtes auprès des entreprises. En outre, la DNTCP fournit les dépenses du Gouvernement malien à l'étranger. Les dépenses des ambassades et organisations internationales établies au Mali sont estimées à partir d'enquêtes.

Revenus

Les paiements d'intérêts sur la dette publique extérieure sont tirés du Tableau des opérations financières consolidées de l'Etat (TOFE). Les revenus des investissements, ainsi que les rémunérations des salariés des autres secteurs sont déterminés à partir d'enquêtes de la BCEAO.

Transferts courants

Les données sur les aides publiques financières reçues sont tirées du TOFE. Celles sur les aides non financières sont collectées auprès de la DNCC et des ambassades concernées ou relevées dans les rapports du PNUD et du FED. Les transferts d'économies des travailleurs émigrés sont estimés à partir des billets de banque étrangers collectés par les intermédiaires financiers et d'autres informations recueillies auprès des banques.

6.2 Compte de capital et compte d'opérations financières**Transferts en capital**

Ces données proviennent des enquêtes de la BCEAO et des services compétents de l'Etat (TOFE pour les dons-projets).

Opérations financières

- *Investissements directs et de portefeuille* : Principalement connus par l'enquête de la BCEAO auprès des entreprises, ces investissements comprennent, au titre des investissements directs, les opérations sur le capital social, la contrepartie des bénéfices réinvestis et les prêts entre

entreprises apparentées, y compris les crédits commerciaux. Pour les investissements de portefeuille, on distingue les titres de participation, les obligations, les instruments du marché monétaire et les produits financiers dérivés.

- *Autres investissements* : Les engagements des administrations publiques contiennent notamment la dette publique extérieure. Ils sont tirés du TOFE ou communiqués par la Direction Générale de la Dette Publique (DGDP). Les avoirs et engagements des autorités monétaires sont estimés au Siège de la BCEAO et transmis à la Direction Nationale. Les avoirs et engagements des autres institutions monétaires (c'est-à-dire les banques commerciales) proviennent essentiellement du dépouillement des documents comptables DEC 2000 globalisées et de l'enquête de la BCEAO.

- *Avoirs de réserve* : Ces avoirs sont fournis directement par le Siège de la BCEAO. Au niveau national, ils ne comprennent pas l'or monétaire, non réparti entre les pays membres et détenu par le Siège de la BCEAO.

7. Validation des données

Le Comité de balance des paiements est l'organe de validation des données. Il est chargé de rechercher les méthodes propres à améliorer la collecte des données nécessaires à l'établissement des comptes extérieurs et de proposer les mesures nécessaires à leur application, d'arrêter périodiquement les statistiques de balance des paiements et de la position extérieure globale.

Présidé par le Ministre chargé des Finances, il est composé des représentants de la DNTCP, des Ministères chargés du Plan et du Commerce, de l'Office National des Postes, de la DGDP, de la DGD, de la DNSI et de la Direction Nationale de la BCEAO qui en assure le secrétariat.

8. Autres aspects

Les comptes extérieurs du Mali sont produits annuellement, avec un délai d'environ un an après la fin de l'année sous revue. Des estimations plus précoces existent, pour les besoins de la BCEAO et des services officiels ; elles sont considérées comme provisoires et leur diffusion est limitée. Après validation, les comptes extérieurs deviennent définitifs et sont diffusés largement.

La confidentialité est assurée par le caractère agrégé des données. Elle est garantie par le Règlement n° R09/98/CM/UEMOA cité plus haut. L'article 1 de l'Annexe III dispose : "La BCEAO est chargée de l'établissement de la balance des paiements extérieurs des Etats membres de l'UEMOA". L'article 2 de l'Annexe III précise : "Les informations recueillies en application de l'article précédent ne peuvent être utilisées à d'autres fins, notamment celles de contrôle fiscal ou économique".

Evolution des taux de change annuels moyens

	2002	2003	Variations
	francs CFA par unité de devise		%
Droit de tirage spécial	899,6329	812,5059	-9,6844
Dollar des Etats-Unis	694,8703	579,9165	-16,5432
Franc suisse	447,4186	431,4236	-3,5754
Livre sterling	1 040,9595	948,1959	-8,9114
Yen japonais	5,5538	5,0053	-9,8770

La faiblesse du dollar US sus-évoquée s'est accompagnée d'une remontée du cours de l'or, l'once s'étant échangée en moyenne à 363,6 dollars, soit 16,8% de plus qu'en 2002. De même, les cours de la plupart des produits de base se sont affermis grâce à la vigueur de la demande, notamment chinoise, et la faiblesse de l'offre effective ou potentielle, suite aux crises politiques et militaires (Vénézuéla et Irak) pour le pétrole, les conditions climatiques pour les produits agricoles. Ainsi, par rapport à 2002 et en dollar US, le pétrole s'est renchéri de 16,7%, alors que le cours du coton a bondi de 42,6%, ces évolutions étant atténuées par la dépréciation de la monnaie américaine.

Au sein de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la situation économique globale s'est améliorée en 2003, en dépit de la persistance de la crise en Côte d'Ivoire qui a de nouveau pesé sur la conjoncture dans l'Union. En effet, à la faveur d'une bonne campagne agricole 2003/2004 dans les pays du Sahel et d'un regain d'activité minière, notamment dans certains pays côtiers (Sénégal, Togo, Côte d'Ivoire), le taux de croissance dans l'Union s'est inscrit à 2,9%, après 1,5% l'année précédente.

L'évolution des prix a bénéficié des effets de la campagne agricole 2003/2004, le taux d'inflation, mesuré par l'indice harmonisé des prix à la consommation, s'est en effet établi à 1,3% en moyenne annuelle, contre 2,9% précédemment. En outre, l'appréciation du franc CFA par rapport aux principales devises a également contribué à réduire l'effet de l'inflation importée.

Stagissant des finances publiques, leur situation dans l'Union s'est détériorée en 2003, avec un déficit budgétaire global hors dons de 971,7 milliards de FCFA (ou 4,5% du PIB), en aggravation de 156,6 milliards (ou 0,5% du PIB) par rapport à 2002. Ce déficit a été financé par la mobilisation de dons (475,2 milliards de FCFA), les allègements de dette (226,8 milliards) et, dans certains pays, par des accumulations d'arriérés de paiements intérieurs et extérieurs.

Au plan des transactions extérieures, l'excédent global de la balance des paiements a fortement chuté en se limitant à 138,5 milliards de FCFA en 2003, contre 727,6 milliards une année plus tôt. La forte baisse de l'excédent commercial, de 1.159,6 milliards de FCFA en 2002 à 497,0

INTRODUCTION

1. Conjoncture économique et financière internationale¹

En 2003, la reprise de l'économie mondiale entamée pendant les années précédentes s'est consolidée, avec un taux de croissance ressorti à 3,9%, après 3,0% une année plus tôt, nonobstant les incertitudes générées par le conflit en Irak, les fluctuations importantes des prix du pétrole et la psychose consécutive à la propagation du syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS). Néanmoins, ces incertitudes ont amoindri la vigueur de la progression de l'activité économique dans le monde.

Ce regain de dynamisme économique a été soutenu par les pays émergents et une partie des pays industrialisés. En effet, les Etats-Unis, le Japon et le Royaume-Uni ont enregistré des taux de croissance économique respectifs de 3,1%, 2,7% et 2,3% en 2003, contre 2,2%, 0,4% et 1,7% au terme de l'année précédente. A l'inverse, pâtissant notamment de l'appréciation de sa monnaie par rapport au dollar US et de la faiblesse de sa demande intérieure, la zone euro a subi une décélération de la progression de son activité économique avec un taux de croissance du PIB de 0,4%, après 0,9% en 2002. Pour leur part, les pays émergents ont amélioré leurs performances en termes de croissance en 2003, avec un taux de 7,8% (contre 6,6% en 2002) en Asie et de 1,7% (après -0,1% en 2002) en Amérique latine, en raison d'une demande extérieure soutenue et de l'application de politiques de stabilisation macroéconomique appropriées. En ce qui concerne le continent africain, il a profité de cette conjoncture internationale bien orientée en réalisant un taux de croissance de 4,1% en 2003, soit 0,6 point de plus que précédemment.

Toutefois, dans les économies avancées, cette embellie de la croissance n'a pas permis de réduire le taux de chômage ressorti à 6,6% (+0,2% par rapport à 2002) et s'est accompagnée d'une légère accélération de l'inflation (de 1,5% à 1,8% entre 2002 et 2003). Cette situation a permis un assouplissement de la politique monétaire dans les pays concernés. Ce contexte, combiné aux anticipations de perspectives meilleures, y a stimulé les marchés financiers qui ont enregistré une recomposition des portefeuilles au profit des actions. Ainsi, au cours de l'année 2003, les principaux indices boursiers de ces pays ont progressé, en moyenne, d'environ un quart de leur capitalisation de l'année précédente.

Pour ce qui est du marché des changes, son évolution a été marquée par la nette appréciation de l'euro vis-à-vis du dollar US (+19,8%), ainsi que par rapport aux principales devises (+11,0% et 9,8%, respectivement face au yen et à la livre sterling). Ce raffermissement de la devise européenne est intervenu dans un contexte de volatilité et d'incertitude lié aux inquiétudes suscitées par les déficits budgétaire et extérieur importants des Etats-Unis. Le franc CFA, rattaché à l'euro, a subi la même appréciation qui s'est répercutée, voire amplifiée, au plan sous-régional sur le taux de change entre la monnaie commune et le franc guinéen (+15,9%), le naira du Nigeria (+22,4%) et le cedi du Ghana (+24,8%). Le tableau ci-après retrace l'évolution des principales devises par rapport au franc CFA entre 2002 et 2003.

¹ Sources des données : Rapport annuel 2003 de la BCEAO et World Economic Outlook (avril et septembre 2004) du FMI.

milliards en 2003, est la principale cause de cette évolution.

Par ailleurs, étant donné que la plupart des Etats membres de l'UEMOA appliquent des programmes économiques et financiers appuyés par les institutions financières internationales, ils ont mobilisé des ressources au titre du soutien aux réformes économiques pour un montant de 391,9 milliards de FCFA, en repli de 27,4% par rapport à 2002. De même, les concours des organismes multilatéraux et ceux des partenaires bilatéraux se sont fixés respectivement à 334,4 milliards et 57,5 milliards de FCFA, soit 28,1% et 23,3% de moins qu'auparavant. Cette moindre mobilisation des ressources extérieures, combinée aux réductions de dette obtenues, s'est traduite par une diminution de l'encours de la dette publique extérieure des pays de l'Union, avec un montant de 14.431,4 milliards de FCFA (ou 66,8% du PIB), contre 15.078,6 milliards (ou 73,5%) en 2002.

En ce qui concerne la situation monétaire, son évolution au cours de l'année 2003 a été marquée par une expansion modérée de la masse monétaire, suite à une progression maîtrisée du crédit intérieur et d'un accroissement notable des avoirs extérieurs nets. En effet, la masse monétaire s'est inscrite à 5.656,5 milliards de FCFA à fin décembre 2003, en hausse de 2,9% par rapport à son niveau de fin 2002. Le crédit intérieur, pour sa part, est ressorti à 3.992,1 milliards de FCFA, en accroissement de 108,3 milliards (ou 2,7%) par rapport à fin 2002, suite à un repli de 11,2% des crédits nets aux Etats qui se sont limités à 744,6 milliards de FCFA et une progression de 6,7% des crédits à l'économie qui ont atteint 3.247,5 milliards de FCFA. Les avoirs extérieurs nets, quant à eux, se sont élevés à 3.085,0 milliards de FCFA, soit 214,7 milliards (ou 7,0%) de plus que l'année précédente. En particulier, les réserves officielles de change se sont accrues de 79,9 milliards en se situant à 3.735,3 milliards de FCFA, permettant ainsi une amélioration du taux de couverture de l'émission monétaire qui est passé de 117,2% à 119,6% entre 2002 et 2003.

Par ailleurs, les interventions de la Banque Centrale se sont repliées de 46,2 milliards de FCFA par rapport à 2002 en se fixant à 536,0 milliards de FCFA, en liaison avec la poursuite de l'apurement des avances antérieurement consenties aux Trésors nationaux au titre de l'article 16 des Statuts de la BCEAO.

Au plan de la politique monétaire, eu égard à la décélération de l'inflation et des signes de reprise économique au second semestre, la BCEAO a procédé à deux réductions de ses taux directeurs (en juillet et en octobre) au cours de l'année 2003. Ainsi, le taux d'escompte et le taux de prise en pension sont passés respectivement de 6,50% et 6,00% à 5,00% et 4,50%. En revanche, la Banque Centrale a maintenu les taux de réserves obligatoires inchangés et n'a effectué aucune opération d'injection ou de reprise de liquidités au cours de la période sous revue, compte tenu de la situation de trésorerie des banques de l'Union.

2. Evolution de la situation économique, financière et monétaire au Mali²

La situation économique au Mali en 2003 s'est caractérisée par une accélération de la croissance, à la faveur d'une bonne campagne agricole 2003/2004, nonobstant les effets négatifs de la crise en Côte d'Ivoire. En effet, le PIB a augmenté de 7,4% en termes réels, après 4,3% en 2002. En francs courants, le produit intérieur brut s'est établi à 2.461,0 milliards de FCFA, soit une progression de 7,7% par rapport à l'année précédente.

Principal moteur de cette croissance, le secteur primaire a accru sa valeur ajoutée de 18,4%, grâce à des conditions climatiques favorables lors de la campagne agricole 2003/2004. En effet, la production agricole s'est inscrite en hausse de 32,8% par rapport à la campagne précédente. La production de coton-graine, pour sa part, s'est accrue de 39,5% en atteignant 613.499 tonnes au terme de la même campagne. S'agissant des autres branches du secteur primaire, à savoir « Elevage » et « Pêche-forêt », elles ont plus faiblement progressé avec des taux de croissance respectifs de 1,0% et 2,6% en 2003.

A la différence du secteur primaire, la contribution du secteur secondaire à la production intérieure de richesses s'est contractée en 2003, avec une valeur ajoutée en baisse de 8,6% par rapport à son niveau de l'année précédente. Cette récession sectorielle est imputable aux industries extractives et manufacturières qui se sont repliées, respectivement, de 15,7% et 11,2% par rapport à 2002. La production d'or est en effet passée de 66.068 kg à 54.597 kg entre 2002 et 2003. La contre-performance des industries manufacturières s'explique, quant à elle, par la baisse importante de la production de coton-graine de la campagne 2002/2003 qui alimente l'industrie de l'égrenage, composante principale de cette branche. Dans le même temps, les autres branches du secondaire, en l'occurrence l'énergie et les bâtiments et travaux publics, ont enregistré des taux de croissance respectifs de 11,0% et 4,4%.

Pour ce qui est du secteur tertiaire, il a crû de 8,3% en 2003 par rapport à l'année précédente, à la faveur notamment d'une nette reprise des activités commerciales et de transport qui ont subi un choc important en 2002 du fait des effets négatifs de la crise en Côte d'Ivoire. En effet, les branches « Transports et télécommunications » et « Commerce » ont affiché des taux de croissance respectifs de 10,6% et 9,2% en 2003, après -2,7% et -1,6% une année plus tôt.

Au niveau de l'évolution des prix, le taux d'inflation, mesuré par l'Indice harmonisé des prix à la consommation, est ressorti à -1,3% en 2003, après 5,0% un an auparavant. Outre une offre accrue de produits vivriers suite à la bonne campagne agricole sus-mentionnée, la baisse des tarifs de télécommunications, de l'eau et de l'électricité a favorisé cette évolution.

En ce qui concerne la situation des finances publiques, elle fait apparaître un déficit budgétaire global (hors dons et base engagements) de 129,6 milliards de FCFA, soit une

² Sources des données : DNSI, DNTOP (TOFE), BCEAO.

amélioration de 40,1 milliards de FCFA par rapport à 2002. Rapporté au PIB, le déficit budgétaire global hors dons se chiffre à 5,3%, en diminution de 2,2 points par rapport à son niveau précédent. Cette évolution s'explique par l'augmentation des recettes totales qui ont atteint 434,3 milliards de FCFA (+45,9 milliards ou 11,8%), alors que le montant des dépenses ne s'est que faiblement modifié par rapport à 2002 en s'inscrivant à 564,0 milliards de FCFA (+5,9 milliards ou 1,1%). En particulier, les recettes fiscales ont crû de 38,3 milliards (ou 11,8%) en se situant à 361,8 milliards de FCFA, en liaison avec l'amélioration de l'efficacité des contrôles fiscaux et la mise en œuvre de mesures telles que l'harmonisation des taux d'imposition des bénéficiaires et le recensement informatique des contribuables du secteur informel. La timide progression des dépenses totales provient du faible taux d'exécution des dépenses publiques d'investissement (75,0%), ces dépenses étant passées de 140,3 milliards en 2002 à 123,3 milliards de FCFA en 2003. Les dons sont ressortis à 112,3 milliards de FCFA (dont 51,6 d'aides budgétaires), après 85,8 milliards en 2002 (dont 16,6 milliards d'aides budgétaires).

Quant à la situation monétaire, elle a été caractérisée par un accroissement prégnant des avoirs extérieurs nets, une position nette du Gouvernement fortement créditrice et une forte augmentation des crédits à l'économie. En effet, les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires sont ressortis à 400,4 milliards de FCFA, en hausse de 115,6 milliards (ou 40,6%) par rapport à 2002, du fait de l'évolution favorable des avoirs de réserve. Dans le même temps, le crédit intérieur s'est établi à 407,8 milliards, soit une progression de 6,2%, en raison d'un accroissement de 17,3% des crédits à l'économie, et d'un repli important des crédits nets à l'Etat qui se sont situés à -74,9 milliards de FCFA, en retrait de 47,4 milliards de FCFA. Les crédits mis en place ont surtout financé le secteur cotonnier, le commerce général, les importations d'hydrocarbures et les activités de transport et de transit. Suivant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire s'est accrue de 21,9% par rapport à son niveau de l'année 2002 avec un montant de 763,4 milliards de FCFA.

Compte tenu de ce qui précède, les transactions économiques et financières entre le Mali et le reste du monde au cours de l'année 2003 se sont traduites par un niveau record de l'excédent global de la balance des paiements d'un montant de 101,6 milliards de FCFA, en hausse de 19,2 milliards par rapport au niveau de l'année précédente, suite à une amélioration sensible du solde des opérations financières. La position extérieure globale (PEG), pour sa part, s'est établie à -1.638,6 milliards de FCFA, soit une dégradation de 39,5 milliards par rapport à 2002.

Le présent rapport, qui fait une présentation détaillée des principales évolutions ayant conduit aux résultats ci-avant, comporte deux parties. La première partie porte sur les transactions (flux) des comptes de la balance des paiements (transactions courantes, opérations en capital et financières), alors que la seconde est consacrée à la situation des encours d'avoirs et engagements extérieurs, notamment la position extérieure de l'économie vis-à-vis des non-résidents en fin de période.

A. ANALYSE DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

L'évolution des transactions de balance des paiements du Mali entre 1999 et 2003 est résumée dans les tableaux 1 et 1 bis ci-dessous. Le tableau 1 correspond à la présentation standard résumée, conformément à la cinquième édition du Manuel de balance des paiements du Fonds Monétaire International. Le tableau 1 bis (présentation "optique BCEAO") est une présentation analytique permettant de dégager un solde (monétaire) global qui correspond à la variation des avoirs extérieurs nets de l'économie, après prise en compte des effets de réévaluation découlant des fluctuations de change et de quelques autres ajustements.

TABLEAU 1 : Evolution de la balance des paiements de 1999 à 2003

RUBRIQUES	1999	2000	2001	2002	2003
	(en millions de FCFA)				
COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	-155 755	-181 214	-227 272	-103 720	-157 490
Biens	-21 248	-33 409	-7 008	113 370	-35 160
dont marchandises générales	-160 423	-221 454	-359 469	-285 966	-357 610
PM Exportations FOB	351 573	388 130	531 590	609 944	539 262
Importations FOB	-372 821	-421 539	-538 598	-496 574	-574 422
Importations CAF	-507 239	-573 523	-717 505	-643 745	-734 578
Services nets	-161 313	-167 905	-198 057	-151 667	-149 936
Transports	-130 129	-146 320	-176 583	-145 639	-156 720
Voyages	-6 047	55	38 494	47 230	46 679
Serv. fournis ou reçus par les AP	-3 217	-2 958	2 450	8 605	7 141
Autres services	-21 920	-16 682	-62 418	-61 863	-47 036
Revenus nets	-43 135	-69 901	-121 710	-167 410	-92 948
Rémunération des salariés	1 867	1 147	2 248	3 472	3 061
Revenus des investissements	-45 002	-71 048	-123 958	-170 882	-96 009
Transferts courants nets	69 941	90 001	99 503	101 987	120 554
Transferts courants des AP	24 101	45 658	48 394	30 840	67 384
Transf. courants des autres secteurs	45 840	44 343	51 109	71 147	53 170
COMPTE DE CAPITAL ET D'OP. FINANCIERES	149 444	185 353	220 489	107 401	154 097
Compte de capital	69 734	74 907	101 858	100 105	96 212
Compte d'opérations financières	79 710	110 446	118 631	7 296	57 885
Investissements directs	831	55 838	76 577	188 632	76 043
Investissements de portefeuille	496	11 723	8 522	37 348	306
Autres investissements	77 578	84 151	23 291	-88 101	84 708
dont capitaux publics	60 300	62 900	81 700	61 000	60 700
Avoirs de réserves	805	-41 266	10 241	-110 783	-103 172
Erreurs et omissions nettes	6 311	-4 139	6 783	-3 681	3 393

Sources : BCEAO, ONSI, DGD, DNTCP.

TABLEAU 1 bis : Evolution de la balance des paiements de 1999 à 2003 (optique BCEAO)

RUBRIQUES	1999	2000	2001	2002	2003
	(en millions de FCFA)				
COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	-155 755	-181 214	-227 272	-103 720	-157 490
Biens	-21 248	-33 409	-7 008	113 370	-35 160
dont marchandises générales	-160 423	-221 454	-359 489	-285 966	-357 610
PM Exportations FOB	351 573	388 130	531 590	609 944	539 262
Importations FOB	-372 821	-421 539	-538 598	-496 574	-574 422
Importations CAF	-507 239	-573 523	-717 505	-643 745	-734 578
Services nets	-161 313	-167 905	-198 057	-151 667	-149 836
Transports	-130 129	-146 320	-178 583	-145 639	-156 720
Voyages	-6 047	55	38 494	47 230	46 679
Serv. fournis ou reçus par les AP	-3 217	-2 958	2 450	8 605	7 141
Autres services	-21 920	-18 682	-62 418	-61 863	-47 036
Revenus nets	-43 135	-69 901	-121 710	-167 410	-92 948
Rémunération des salariés	1 867	1 147	2 248	3 472	3 061
Revenus des investissements	-45 002	-71 048	-123 958	-170 882	-96 009
Transferts courants nets	69 941	90 001	99 503	101 987	120 554
Transferts courants des AP	24 101	45 658	48 394	30 840	67 384
Transf. courants des autres secteurs	45 840	44 343	51 109	71 147	53 170
COMPTE DE CAPITAL ET D'OP. FINANCIERES	116 642	256 187	248 488	189 800	255 705
Compte de capital	69 734	74 907	101 858	100 105	96 212
Compte d'opérations financières	46 908	181 280	146 630	89 695	159 493
Investissements directs	831	55 638	76 577	168 832	76 043
Investissements de portefeuille	8 450	4 080	7 575	36 658	7 672
Autres investissements	37 627	121 362	62 478	-115 795	75 778
dont capitaux publics	60 300	62 900	81 700	61 000	60 700
Erreurs et omissions nettes	6 311	-4 139	6 783	-3 681	3 393
Solde global	-32 802	70 834	27 999	82 399	101 808
Avoirs et engagements extérieurs	32 802	-70 834	-27 999	-82 399	-101 808
Autorités monétaires	8 762	-46 888	11 989	-122 286	-109 729
Avoirs	805	-41 266	10 241	-110 783	-103 172
Engagements	7 957	-5 622	1 748	-11 505	-6 557
Banques de dépôts	24 040	-23 946	-39 988	39 889	8 121
Avoirs	5 766	-22 641	-46 363	21 264	1 920
Engagements	29 806	-1 305	6 375	18 625	6 201

Sources : BCEAO, DNSI, DGD, DNTCP.

I.- LE COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

Au cours de leurs activités de production et de consommation, les agents économiques résidents sont conduits à effectuer des échanges de ressources réelles (biens, services facteurs et non facteurs) avec les non-résidents. Ce compte sert à enregistrer ces transactions. Au terme de l'année 2003, son solde s'est établi à -157.490 millions de FCFA, soit une dégradation de 53.770 millions de FCFA par rapport à l'année précédente. En parts du PIB, cet indicateur-clé est passé de -4,5% à -6,4% entre 2002 et 2003, et, lorsqu'on exclut les transferts officiels, de -5,9% à -9,1%.

Cette évolution est imputable à la très forte dépréciation du solde commercial qui n'a pu être compensée par l'amélioration des autres postes. Le tableau 2 ci-dessous retrace l'évolution des principaux postes de la balance courante entre 1999 et 2003.

TABLEAU 2 : Evolution de la balance des paiements courants

RUBRIQUES	1999	2000	2001	2002	2003
	(en millions de FCFA)				
Biens	-21 248	-33 409	-7 008	113 370	-35 160
dont marchandises générales	-160 423	-221 454	-359 469	-285 966	-357 610
Services nets	-161 313	-167 905	-198 057	-151 667	-149 936
Revenus nets	-43 135	69 901	-121 710	-167 410	-92 948
Transferts courants nets	69 941	90 001	99 503	101 987	120 554
Balance courante (BC)	-155 755	-181 214	-227 272	-103 720	-157 490
PIB*	1 809 300	1 890 609	2 212 000	2 286 000	2 461 000
BC/PIB (en %)	-8,6	-9,6	-10,3	-4,5	-6,4
BC hors dons officiels	-179 858	-226 872	-275 666	-134 560	-224 874
BC hors dons officiels/PIB (en %)	-9,9	-12,0	-12,5	-5,9	-9,1

*Données révisées du PIB

Sources : BCEAO et Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique (DNSI)

1.- Evolution de la balance commerciale

En 2003, les échanges de biens entre le Mali et le reste du monde se sont soldés par un déficit de 35.160 millions de FCFA, après un excédent historique de 113.370 millions de FCFA en 2002. Cette inversion du solde commercial découle d'une baisse substantielle des exportations et d'une progression notable des importations.

1-1- Evolution des exportations

Sur la base des données ajustées, les exportations se sont chiffrées 539.262 millions de FCFA en 2003 (cf. tableau 3), soit une chute de 70.682 millions (11,6%) par rapport au montant record de l'année précédente. Cette pause dans la tendance à la hausse des exportations s'explique par l'affaiblissement des exportations d'or non monétaire, les exportations de marchandises générales ayant faiblement progressé sur la période.

TABEAU 3 : Evolution des exportations de biens

RUBRIQUES	1999	2000	2001	2002	2003
	(en millions de FCFA)				
Marchandises générales	209 076	198 507	177 253	206 736	210 214
Biens exportés pour transformation					
Réparation de biens			48	0	59
Achats de biens dans les ports et aéroports	64	217	480	645	2 126
Or non monétaire	142 433	189 406	353 809	402 563	326 833
TOTAL EXPORT (FOB)	351 573	388 130	531 590	609 944	539 262

Source : BCEAO, DNSI.

Après la production record réalisée en 2002, les volumes d'or exportés se sont réduits de 11.471 kilogrammes (ou 17,4%) en se situant à 54.597 kilogrammes, à cause de problèmes techniques et de baisse de teneur dans les mines industrielles. Par suite, la valeur des exportations d'or est ressortie à 326.833 millions de FCFA en 2003, en baisse de 75.730 millions (ou 18,8%) par rapport à l'année précédente.

Pour ce qui concerne le deuxième produit d'exportation du Mali, en l'occurrence la fibre de coton, ses ventes se sont faiblement accrues en 2003 en s'inscrivant à 140.850 millions de FCFA, soit 1,9% de plus qu'en 2002. Cette évolution contraste avec les résultats moyens de la campagne correspondante, celle de 2002/2003, dont la production de coton-graine s'est établie à 439.760 tonnes (soit 176.163 tonnes de fibre exportables), contre 570.925 tonnes (soit 238.960 tonnes de fibre exportables) lors de la campagne précédente, en raison de conditions climatiques moins favorables. Deux facteurs essentiels sont à l'origine de ce paradoxe. Le premier est relatif aux effets négatifs de la crise en Côte d'Ivoire. En effet, l'inaccessibilité du port d'Abidjan, principal point d'exportation du coton malien, a entraîné un ralentissement important des embarquements de fibre en 2002, eu égard à la faiblesse des capacités des ports de substitution situés au Ghana, au Sénégal et au Togo. De ce fait, une partie significative des exportations issues de la production record de fibre de la campagne 2001/2002 a dû être reportée sur l'année 2003, ce qui a permis de porter la quantité de fibre exportée à 196.383 tonnes au cours de cette année.

Le second facteur ayant contribué à la hausse de la valeur des exportations est le niveau du prix moyen à l'exportation qui est passé de 652,7 à 712,8 FCFA/kg entre 2002 et 2003, en dépit de

l'appréciation de l'euro et du franc CFA qui a amoindri l'impact de la remontée des cours internationaux de la fibre.

En ce qui concerne les exportations d'animaux vivants, elles se sont inscrites à 24.534 millions de FCFA, contre 27.327 millions de FCFA en 2002. Cette contre-performance indique que l'effondrement du marché ivoirien du fait de la crise dans ce pays, qui est le principal débouché pour cette catégorie de produit, n'a pas pu être compensé par les autres destinations sous-régionales que sont le Sénégal, le Bénin, le Ghana et la Guinée.

Le tableau 4 ci-dessous retrace l'évolution des statistiques douanières des exportations entre 1999 et 2003 et présente les ajustements effectués sur ces données pour obtenir celles prises en compte dans la balance des paiements et figurant au tableau 5.

TABEAU 4 : Evolution des exportations FOB par produit (principales marchandises)

PRODUITS	1999	2000	2001	2002	2003
	(en millions de FCFA)				
Colon	134 014	116 184	73 273	130 946	194 850
Pierres et métaux précieux	147 925	192 998	353 843	402 563	330 073
Animaux vivants	32 793	37 737	46 084	27 327	24 535
Autres	36 841	45 029	49 902	33 087	28 001
Total statistiques douanières	351 573	391 948	523 102	593 923	577 459
Ajustements de valeur					
Ajustements de champ		-3 818	8 488	16 021	-38 197
EXPORTATIONS AJUSTEES	351 573	388 130	531 590	609 944	539 262

Sources : BCEAO et DNSI.

TABEAU 5 : Evolution des exportations FOB ajustées de biens

PRODUITS	1999	2000	2001	2002	2003
	(en millions de FCFA)				
Coton	150 132	109 096	81 237	138 239	140 850
part en %	42,7	28,1	15,3	22,7	26,1
Or non monétaire	142 433	189 415	353 809	402 563	326 833
part en %	40,5	48,8	66,6	66,0	60,6
Animaux vivants	32 960	37 737	44 935	27 327	24 534
part en %	9,4	9,7	8,5	4,5	4,5
Autres	26 048	51 882	51 609	41 815	47 045
part en %	7,4	13,4	9,7	6,9	8,7
TOTAL	351 573	388 130	531 590	609 944	539 262

Sources : BCEAO, DNSI

Une des conséquences de la baisse des exportations est la détérioration du ratio de solvabilité (ou ratio service de la dette publique extérieure/exportations) qui est ressorti à 9,8%, contre 9,6% en 2002. L'atténuation de cette évolution par rapport à celle des exportations provient de la diminution du service de la dette, en partie du fait de l'appréciation de l'euro et du franc CFA. Le tableau 6 ci-après retrace l'évolution de ce ratio de 1999 à 2003.

TABLEAU 6 : Evolution du ratio du service de la dette publique extérieure sur les exportations

RUBRIQUES	1999	2000	2001	2002	2003
	(en millions de FCFA)				
Exportations totales	351 573	388 130	531 590	609 944	539 262
Service de la dette publique extérieure (*)	44 900	48 800	50 700	58 400	52 700
Service de la dette/export en %	12,8	12,6	9,5	9,6	9,8

* Service de la dette = principal (non compris amortissements FMI inclus dans engagements BCEAO) + Intérêts

Sources : BCEAO, DNSI, Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DNTCP).

1-2- Evolution des importations

La valeur CAF des importations totales en 2003 (cf. tableau 7) est ressortie à 734.578 millions de FCFA, soit 90.833 millions (ou 14,1%) de plus qu'auparavant.

TABLEAU 7 : Evolution des importations totales (CAF)

RUBRIQUES	1999	2000	2001	2002	2003
	(en millions de FCFA)				
Marchandises générales	503 917	571 376	715 629	639 873	727 960
Biens importés pour transformation					
Réparations de biens	3322	918	926	3872	1791
Achats de biens dans les ports et aéroports		1229	950		4807
TOTAL	507 239	573 523	717 505	643 745	734 578

Sources : BCEAO, DNSI.

La structure par produit des importations reste marquée par la prédominance des biens d'équipement (machines et véhicules, matériaux de construction) qui représentent 40,6 % du total, soit 295.396 millions de FCFA (cf. tableau 9). Ce montant est en augmentation de 26,9% par rapport à celui de l'année précédente.

Le tableau 8 ci-dessous retrace l'évolution des statistiques douanières des importations entre 1999 et 2003 et présente les ajustements effectués sur ces données pour obtenir celles prises en compte dans la balance des paiements et figurant au tableau 9.

TABLEAU 8 : Evolution des principales Importations CAF par produits regroupés

PRODUITS	1999	2000	2001	2002	2003
	(en millions de FCFA)				
Produits alimentaires	82 962	75 087	89 269	83 775	124 830
Produits pétroliers	71 005	120 611	138 031	112 893	130 275
Biens Intermédiaires	83 562	88 891	91 009	129 146	132 101
Machines et véhicules	154 214	188 968	229 007	158 266	199 478
Matériaux de construction	49 107	48 560	94 956	79 694	99 444
Autres	66 389	51 406	82 758	82 999	52 945
Total statistiques douanières	507 239	573 523	725 030	646 773	739 073
Ajustements de valeur					
Ajustements de champ			-9 401	-6 900	-11 093
Imports de marchandises gées ajustées CAF	507 239	573 523	715 629	639 873	727 980
Fret	-131 882	-149 116	-171 751	-140 772	-152 876
Assurance sur marchandises	-2 536	-2 868	-7 156	-6 399	-7 280
IMPORTATIONS FOB	372 821	421 539	536 722	492 702	567 824

Sources : BCEAO, DNSI; Direction Générale des Douanes (DGO).

Les ajustements de valeur portent sur les éventuelles différences de prix unitaires, alors que les ajustements de champ corrigent les statistiques douanières des transactions entre non-résidents (importations des représentations diplomatiques) qui y sont incluses. Ce tableau permet donc d'obtenir le tableau 9 (ci-dessous) des importations ajustées de marchandises.

Sur la base des données de ce tableau, on note une forte augmentation des importations de produits alimentaires en 2003, qui sont passées de 82.740 millions en 2002 à 124.346 millions de FCFA, en raison d'une forte augmentation au niveau du chapitre « Préparations alimentaires diverses » (+54,0%), de la progression des importations de sucre (+11,4%), de farine (+29,1%) et de produits laitiers (+16,0%).

En ce qui concerne les importations de produits chimiques, elles se sont contractées de 2136 millions (ou 1,7%) par rapport à 2002, en s'établissant à 127.010 millions de FCFA, en liaison notamment avec le tassement de l'activité minière.

Pour sa part, la facture pétrolière, qui a représenté 17,9% des importations de marchandises, s'est renchérie de 17.382 millions (ou 15,4%) en 2003 par rapport à l'année précédente, en s'établissant à 130.275 millions de FCFA, en raison de la hausse des cours internationaux.

TABLEAU 9 : Evolution des importations ajustées de marchandises générales (CAF)

PRODUITS	1998	2000	2001	2002	2003
	(en millions de FCFA)				
Produits alimentaires	68 900	56 345	87 859	82 740	124 346
part en %	13,6	9,8	12,3	12,9	17,1
Produits pétroliers	71 025	120 409	138 031	112 893	130 275
part en %	14,0	21,0	19,3	17,6	17,9
Machines et véhicules	154 054	178 423	221 956	153 091	196 727
part en %	30,4	31,1	31,0	23,9	27,0
Matériaux de construction	51 931	53 489	94 956	79 694	98 669
part en %	10,2	9,3	13,3	12,5	13,6
Produits chimiques	50 387	60 700	91 009	129 146	127 010
part en %	9,9	10,6	12,7	20,2	17,4
Autres	110 942	104 157	81 818	82 309	50 953
part en %	21,9	18,2	11,4	12,9	7,0
TOTAL	507 239	573 523	715 629	639 873	727 980

Sources : DNSI, DGD.

1-3- Répartition géographique du commerce extérieur

En 2003, la structure par pays du commerce extérieur du Mali a enregistré quelques modifications qui pourraient avoir un caractère temporaire.

En premier lieu, l'évolution de la structure des exportations s'est traduite par une baisse de la part de l'Europe. Toutefois, ce changement est à relier à la diminution des exportations d'or dont le vieux continent est la principale destination. De même, la baisse de la part de l'Union européenne et de la France dans les exportations s'explique par une réorientation des ventes d'or vers la Suisse, au détriment de la France et de l'Angleterre. Le montant total des exportations vers le continent européen est ainsi passé de 508.821 millions en 2002 à 422.132 millions de FCFA en 2003. Subséquemment, sa part dans les exportations totales s'est réduite de 10,3 points en se limitant à 73,1%. En revanche, les exportations vers les autres destinations significatives (Asie et Afrique, dont UEMOA) ont augmenté, ainsi que les parts correspondantes (voir tableau 10).

TABLEAU 10 : Orientation géographique du commerce extérieur du Mali de 1999 à 2003

Exportations FOB

Destination	1999		2 000		2001		2002		2003	
	Millions de FCFA	%	Millions de FCFA	%	Millions de FCFA	%	Millions de FCFA	%	Millions de FCFA	%
EUROPE	158 647	45,1	176 867	45,1	411 447	77,4	508 821	83,4	422 132	73,1
Union européenne	76 378	21,7	85 151	21,7	411 209	77,4	225 305	36,9	66 497	11,5
dont France	19 161	5,5	21 361	5,4	218 881	41,2	119 092	19,5	27 874	4,8
Autres pays européens	82 268	23,4	91 716	23,4	238	0,0	283 516	46,5	355 835	61,6
AFRIQUE	67 973	19,3	75 778	19,3	58 411	11,0	57 881	9,5	69 311	12,0
UEMOA	60 854	17,3	67 847	17,3	46 360	8,7	43 668	7,2	43 415	7,5
Côte d'Ivoire	35 388	10,4	40 567	10,4	30 366	5,7	25 432	4,2	13 345	2,3
Sénégal	19 864	5,7	22 145	5,6	11 288	2,1	12 500	2,0	16 736	2,9
Burkina Faso	3 864	1,1	4 311	1,1	3 394	0,6	3 860	0,6	4 520	0,8
Bénin	11	-	12	0,0	37	0,0	452	0,1	1 118	0,2
Togo	20	-	23	-	47	0,0	28	0,0	2 620	0,5
Guinée Bissau	4	-	5	-	129	0,0	120	0,0	0	0,0
Niger	703	-	784	0,2	1 101	0,2	1 276	0,2	5 067	0,9
Autres	7 119	2,0	7 931	2,0	12 051	2,3	14 213	2,3	25 896	4,5
AMERIQUE	37 355	10,6	41 644	10,6	12 167	2,3	8 387	1,4	3 917	0,7
Etats-Unis	12 745	3,6	14 208	3,6	7 894	1,4	5 096	0,8	658	0,1
Autres	24 610	7,0	27 436	7,0	4 473	0,8	3 291	0,5	3 259	0,6
ASIE	87 067	24,8	97 066	24,8	49 512	9,3	34 851	5,7	82 067	14,2
Chine	15 030	4,3	16 756	4,3	144	0,0	907	0,1	6 448	1,1
Taiwan	15 522	4,4	17 304	4,4	4 067	0,8	3 839	0,6	973	0,2
Autres	56 515	16,1	63 006	16,1	45 301	8,5	30 055	4,9	74 646	12,9
AUTRES	531	0,2	593	0,2	53	0,0	4	0,0	32	0,0
Total	351 573	100	391 948	100	531 590	100	609 944	100	577 458	100

Sources : DNSI, DNGM, CMOI.

En second lieu, compte tenu de la situation en Côte d'Ivoire, les importations en provenance des autres pays de l'UEMOA ont fortement augmenté en 2003, permettant même d'accroître la part des échanges intra-communautaires dans les importations totales, qui ont par ailleurs enregistré une hausse prégnante. En effet, entre 2002 et 2003, les importations en provenance des pays de l'UEMOA sont passées de 227.782 millions, soit 35,2% du total, à 265.113 millions de FCFA, soit 35,9% des importations totales. Ce faisant, le Togo et le Sénégal sont devenus, respectivement, le deuxième et le troisième fournisseurs du Mali avec 11,8% et 9,9% des importations totales, derrière la France (18,0%). A l'inverse, la Côte d'Ivoire est passée du premier au quatrième rang des pays d'importations du Mali, avec 8,7% des achats de biens en 2003, contre 21,3% en 2002 et 22,9% en 2001. Ces évolutions dénotent d'une adaptation de l'économie du Mali par rapport à la situation en Côte d'Ivoire.

TABLEAU 11 : Orientation géographique du commerce extérieur du Mali de 1999 à 2003
Importations CAF

Destination	1999		2000		2001		2002		2003	
	Millions de FCFA	%	Millions de FCFA	%	Millions de FCFA	%	Millions de FCFA	%	Millions de FCFA	%
EUROPE	224 312	44,2	208 954	35,0	276 128	38,1	223 127	36,0	252 630	34,2
Union européenne	207 775	41,0	185 339	32,3	255 573	36,6	217 581	33,6	232 577	31,5
dont France	189 519	29,6	100 212	17,5	135 524	18,7	119 321	18,5	193 287	18,0
Autres pays européens	16 537	3,3	15 615	2,7	10 555	1,5	15 546	2,4	20 053	2,7
AFRIQUE	189 190	31,4	224 769	39,2	278 494	38,4	258 340	39,9	308 669	41,8
UEMOA	188 661	27,3	195 524	34,1	234 203	32,3	227 782	35,2	285 113	35,9
Côte d'Ivoire	112 164	22,1	142 026	24,8	165 858	22,9	137 482	21,3	64 566	8,7
Sénégal	24 020	4,7	35 972	6,3	35 469	4,9	50 083	7,7	73 330	9,9
Burkina Faso	203	0,0	1 633	0,3	4 147	0,6	1 562	0,2	4 590	0,6
Bénin	662		340	0,1	6 870	0,9	6 358	1,0	35 490	4,8
Togo	1 404		15 322		21 699	3,0	32 250	5,0	86 971	11,8
Guinée Bissau	204		231		170	0,0	65	0,0	38	0,0
Niger	4			0,0		0,0	2	0,0	128	0,0
Autres	20 529	4,0	29 245	5,1	44 291	6,1	30 558	4,7	49 556	6,9
AMERIQUE	43 029	8,5	60 056	10,5	62 182	8,6	42 193	6,5	65 361	8,8
Etats-Unis	23 365	4,6	45 737	8,0	39 200	5,4	23 530	3,6	35 817	4,8
Autres	18 864	3,9	14 319	2,5	22 982	3,2	18 663	2,9	29 744	4,0
ASIE	70 080	13,6	78 203	13,6	81 092	12,6	90 493	14,0	107 477	14,5
Chine	19 573	3,9	25 633	4,5	19 909	2,7	15 424	2,4	22 574	3,1
Taiwan	1 228	0,2	1 267	0,2	2 499	0,3	1 724	0,3	1 058	0,1
Autres	49 279	9,7	51 303	8,9	68 690	9,5	73 345	11,3	83 845	11,3
AUTRES	10 628	2,1	9 541	1,7	17 134	2,4	22 566	3,5	4 936	0,7
Total	507 238	100	573 523	100	725 036	100	646 719	100	739 073	100

Source : DNSI.

Les parts des autres régions dans le total des importations n'ont pas enregistré de changement fondamental. Le tableau 11 présente l'évolution de la structure par pays des importations du Mali entre 1999 et 2003.

2.- Evolution de la balance des services

Structurellement déficitaire, le solde de la balance des services s'est inscrit à -149.936 millions de FCFA en 2003, en amélioration de 1.731 millions par rapport à l'année précédente. La dégradation du solde des transports a ainsi été compensée par la réduction du déficit de la rubrique des autres services.

2-1- Les transports

Cette rubrique recouvre tous les services de transports internationaux, qui sont classés selon leur objet (fret, passagers, autres), ainsi que par type (maritime, aérien, terrestre ou ferroviaire, etc.), comme on peut le voir sur les tableaux 12 et 13 ci-après. Entre 2002 et 2003, elle a enregistré une aggravation de son déficit qui est passé de 145.639 millions à 156.720 millions, en raison notamment de l'augmentation du fret sur les importations et de la progression du chiffre d'affaires des compagnies aériennes étrangères sur la « destination Mali ». En effet, entre 2002 et 2003, le déficit des transports de passagers s'est aggravé de 4.580 millions, alors que celui du fret a augmenté de 7.501 millions de FCFA. De manière structurelle, le fret maritime occupe une place prépondérante dans le transport des marchandises.

La sous-rubrique " Autres services de transport ", qui comprend les services accessoires de distribution fournis au cours de l'expédition (emmagasiner, entreposage, conditionnement, droits portuaires et aéroportuaires, entretien et nettoyage du matériel de transport, etc.), a dégagé un solde excédentaire de 691 millions en 2003, contre un déficit de 309 millions de FCFA auparavant.

TABLEAU 12 : Evolution des transports

RUBRIQUES	1999	2000	2001	2002	2003
	(en millions de FCFA)				
Passagers	-11 459	-13 716	-18 971	-17 773	-22 353
Fret	-127 085	-136 960	-158 163	-127 557	-135 058
Autres services de transport	8 415	4 356	551	-309	691
TOTAL TRANSPORTS	-130 129	-146 320	-176 583	-145 639	-156 720

Source : BCEAO.

TABLEAU 13 : Evolution du fret

RUBRIQUES	1999	2000	2001	2002	2003
	(en millions de FCFA)				
Fret	-127 085	-136 960	-158 163	-127 557	-135 058
- Fret maritime	-47 459	-54 629	-86 736	-77 349	-84 082
- Fret aérien	-3 598	-4 398	-12 864	-10 558	-11 466
- Autres frets	-76 028	-77 933	-58 563	-39 650	-39 510
P.M. fret sur importations = A	-131 882	149 116	-171 751	-140 772	-152 876
A / Importations : CAF en %	-26,0	-26,0	-24,0	-22,0	-21,0

Source : BCEAO.

2-2- Les voyages

La rubrique des voyages recouvre tous les biens et services qui sont acquis (consommés immédiatement ou plus tard) par les voyageurs étrangers pour leur usage personnel, et non à des fins commerciales, pendant leur séjour dans une économie. En 2003, l'excédent de cette rubrique a fléchi, s'établissant à 46.679 millions de FCFA, soit 551 millions de moins que précédemment. Ce tassement des flux nets de voyages est à relier notamment au contexte sous-régional du fait de la crise en Côte d'Ivoire.

Le tableau 14 retrace l'évolution des flux nets de voyages entre 1999 et 2003.

TABLEAU 14 : Evolution des voyages

RUBRIQUES	1999	2000	2001	2002	2003
	(en millions de FCFA)				
Voyages	-5 047	55	38 494	47 230	46 679
- à titre professionnel	-10 896	-5 300	13 051	14 677	15 042
- à titre personnel	4 849	5 355	25 443	32 553	31 637

Source : BCEAO.

2-3- Les services fournis ou reçus par les administrations

Cette rubrique enregistre les transactions non reprises ailleurs du Gouvernement central, des représentations diplomatiques et des institutions internationales. Son solde s'est contracté de 1.464 millions en ressortant à 7.141 millions de FCFA en 2003 (voir tableau 15 ci-dessous). Cette évolution est imputable à la baisse des dépenses locales des organismes étrangers et internationaux. En effet, les flux créditeurs de services des administrations sont passés de 13.765 millions en 2002 à 9.610 millions de FCFA en 2003.

TABLEAU 15 : Evolution des services fournis ou reçus par les administrations

RUBRIQUES	1999	2000	2001	2002	2003
	(en millions de FCFA)				
Services fournis ou reçus par les A.P.	-9 217	-2 958	2 450	8 605	7 141

Source : BCEAO.

2-4 Les autres services

Au terme de l'année sous revue, le déficit de cette rubrique s'est réduit de 24,0% par rapport à 2002 en s'inscrivant à 47.036 millions de FCFA (cf. tableau 16). Cette amélioration est le reflet de l'atonie du secteur des bâtiments et travaux publics dont les flux nets en balance des paiements se sont limités à -9.342 millions de FCFA en 2003, contre -22.091 millions un an plus tôt, en liaison avec la fin des travaux d'infrastructure entrepris pour l'organisation de l'édition 2002 de la Coupe d'Afrique des Nations de football.

La sous-rubrique " Autres services aux entreprises " affiche, quant à elle, un déficit de 27.295 millions de FCFA, en recul de 2.665 millions par rapport à son niveau précédent, du fait notamment du tassement de l'activité minière en 2003.

En revanche, le solde des flux de services d'assurance s'est dégradé de 587 millions en se situant à -10.399 millions de FCFA en 2003, à la suite de l'augmentation des importations et de l'assurance du fret à l'importation. En effet, les flux nets d'assurance sur marchandises sont passés de -6.186 millions à -7.278 millions de FCFA entre 2002 et 2003.

TABLEAU 16 : Evolution des autres services

RUBRIQUES	1999	2000	2001	2002	2003
	(en millions de FCFA)				
Services de BTP	-856	297	-1 749	-22 091	-9 342
Services d'assurance	-3 027	-3 974	-7 330	-8 812	-10 399
dont assurance sur marchandises	-2 486	-2 768	-6 006	-6 186	-7 278
Autres services aux entreprises	-18 037	-15 005	-53 339	-29 960	-27 295
TOTAL AUTRES SERVICES	-21 920	-18 682	-62 418	-61 863	-47 036

Source : BCEAO.

3.- Evolution de la balance des revenus

Cette rubrique enregistre les flux de revenus échangés entre les résidents et les non-résidents, en contrepartie de l'utilisation de facteurs de production étrangers (travail et capital). En 2003, le solde des revenus s'est établi à -92.948 millions de FCFA, en amélioration de 44,5% par rapport à l'année précédente. Cette évolution, retracée dans le tableau 17 ci-après, est imputable aux revenus nets d'investissements qui sont passés de -170.882 millions à -96.009 millions de FCFA entre 2002 et 2003. La baisse des bénéfices miniers, suite au fléchissement des exportations d'or non monétaire, est la principale cause de cette amélioration.

En ce qui concerne le secteur public, les paiements d'intérêts sur la dette publique se sont élevés à 15.900 millions de FCFA en 2003, soit 900 millions de moins que précédemment.

Tableau 17 : Evolution des revenus

RUBRIQUES	1999	2000	2001	2002	2003
	(en millions de FCFA)				
Rémunération des salariés	1 867	1 147	2 248	3 472	3 061
Revenus des investissements	-45 002	-71 048	-123 958	-170 882	-96 009
Revenus des investissements directs	-30 583	-53 549	-102 442	-158 360	-69 380
Revenus des investissements de portefeuille	-1 471	-822	-13 536	-6 233	-10 008
Revenus des autres investissements	-12 948	-16 677	-7 980	-6 289	-16 621
dont intérêts sur dette publique extérieure	-14 000	-15 800	-14 100	-16 800	-15 900
TOTAL DES REVENUS	-43 135	-69 901	-121 710	-167 410	-92 948

Sources : BCEAO, DNTCP (TOFE).

A la différence des revenus d'investissements, les flux nets de rémunération des salariés se sont repliés de 411 millions en ressortant à 3.061 millions de FCFA au terme de l'année 2003, en dépit de flux créditeurs de 8.679 millions plus importants qu'en 2002 où ils étaient de 7.778 millions.

4.- Evolution de la balance des transferts courants

En 2003, l'excédent des transferts courants s'est inscrit à 120.554 millions de FCFA, en hausse de 18.567 millions (ou 18,2%) par rapport à son niveau précédent. Cette évolution est le fait des administrations publiques, dont les transferts nets ont plus que doublé par rapport à 2002, à la différence des autres secteurs (agents privés non financiers) dont les transferts nets ont chuté d'un quart au cours de la même période.

TABLEAU 18 : Evolution des transferts courants

RUBRIQUES	1999	2000	2001	2002	2003
	(en millions de FCFA)				
Transferts courants nets des adm. publiques dont aides budgétaires	24 101 14 600	45 658 32 200	48 394 27 500	30 840 16 600	67 384 51 610
Transferts courants nets "Autres secteurs" dont économies Maliens de l'extér. (crédit)	45 840 50 510	44 343 49 251	51 109 60 164	71 147 88 165	53 170 80 709
TOTAL TRANSFERTS COURANTS	69 941	90 001	99 503	101 987	120 554

Sources : BCEAO, DNTCP (TOFE).

L'évolution des transferts courants entre 1999 et 2003 est résumée dans le tableau 18.

4-1- Les transferts courants des administrations publiques

Comme indiqué ci-avant, l'excédent des transferts courants des administrations publiques s'est accru en 2003 en s'affichant à 67.384 millions de FCFA, soit 36.544 millions (ou 118,5 %) de plus que précédemment, grâce à une forte augmentation des dons budgétaires qui sont passés de 16.600 millions à 51.610 millions de FCFA. Une bonne partie de ces appuis budgétaires s'inscrivait dans le cadre de la gestion des effets négatifs de la crise en Côte d'Ivoire.

4-2- Les transferts courants des autres secteurs

Pour leur part, les transferts nets en faveur des autres secteurs de l'économie se sont contractés en se limitant à 53.170 millions en 2003 (dont 80.709 millions d'envois de fonds des travailleurs); après 71.147 millions (dont 88.165 millions d'envois de fonds des émigrés) un an auparavant. Cet affaïssement des transferts privés nets est à relier à la conjoncture économique moins favorable dans les pays accueillant les migrants maliens au cours de l'année 2003.

II.- LE COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES

Enregistrant les flux financiers et de capitaux réalisés entre une économie et le reste du monde au cours de l'année, ce compte affiche (en présentation standard de la 5e édition du Manuel du FMI), un solde excédentaire de 154.097 millions de FCFA en 2003, après 107.401 millions en 2002. Cette évolution traduit grosso modo celle du solde de la rubrique des autres investissements qui est redevenu positif après un déficit de 88.101 millions de FCFA en 2002.

1.- Le compte de capital

Ce compte recense les transferts de capital et les acquisitions et cessions d'actifs non financiers et non produits (licences, brevets, etc.) entre résidents et non-résidents au cours d'une période. En 2003, son solde s'est établi à 96.212 millions de FCFA, en retrait de 3.893 millions par rapport à l'année précédente. Cette diminution de l'excédent du compte de capital est imputable au secteur public dont les transferts nets se sont limités à 90.838 millions de FCFA, après 96.750 millions en 2002. En particulier, la baisse du montant des dons-projets de 69.250 millions à 60.700 millions de FCFA entre 2002 et 2003, explique cette évolution. En revanche, le montant des ressources PPTTE s'est accru de 2.638 millions (ou 9,6%) en s'inscrivant à 30.138 millions de FCFA.

Pour ce qui concerne les transferts nets de capital en faveur des autres secteurs, ils ont été de 5.382 millions de FCFA en 2003, en hausse de 1.882 millions de FCFA par rapport à l'année précédente.

Le tableau 19 retrace l'évolution des flux nets de transferts de capital et des acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits de 1999 à 2003.

TABLEAU 19 : Evolution du compte de capital

RUBRIQUES	1999	2000	2001	2002	2003
	(en millions de FCFA)				
Transferts de capital	69 790	74 938	101 923	100 250	96 220
Transferts de capital des administrations publiques	68 800	71 600	95 900	96 750	90 838
- remises de dettes (PPTTE)		2 600	23 100	27 500	30 138
- autres transferts de capital (dons-projets)	68 800	69 000	72 800	69 250	60 700
Transferts de capital "Autres secteurs"	990	3 338	6 023	3 500	5 382
Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	-56	-31	-65	-145	-8
SOLDE COMPTE DE CAPITAL	69 734	74 907	101 858	100 105	96 212

Sources : BCEAO, DNTCP (TOFE).

2.- Le compte d'opérations financières

Les opérations financières (excepté celles portant sur les DTS et l'or monétaire) se distinguent des autres types de transactions par leur caractère réversible, en ce sens qu'elles génèrent (ou éteignent) des obligations futures (ou antérieures). En 2003, leur solde est ressorti excédentaire de 57.885 millions de FCFA, soit 50.589 millions de plus que précédemment, à la faveur de l'inversion du solde des autres investissements. Le tableau 20 présente l'évolution des principales rubriques du compte d'opérations financières entre 1999 et 2003.

TABLEAU 20 : Evolution du compte d'opérations financières

RUBRIQUES	1999	2000	2001	2002	2003
	(en millions de FCFA)				
Investissements directs	831	55 838	76 577	168 832	76 043
Investissements de portefeuille	496	11 723	8 522	37 348	306
Autres investissements	77 578	84 151	23 291	-88 101	84 708
dont capitaux publics	60 300	62 900	81 700	61 000	60 700
Avoirs de réserve	805	-41 266	10 241	-110 783	-103 172
SOLDE DES OPERATIONS FINANCIERES	79 710	110 446	118 631	7 296	57 885

Sources : BCEAO, DNTCP (TOFE).

2-1- Les investissements directs

Après avoir culminé à 168.832 millions en 2002, les flux nets d'investissements directs se sont réduits à 76.043 millions de FCFA au terme de l'année sous revue, en raison d'un tassement relatif des investissements du secteur minier et d'une certaine accalmie dans les autres secteurs ayant reçu des capitaux étrangers au cours de ces dernières années (transports et télécommunications, énergie, agro-industrie). Les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre du programme de privatisation constituent également une partie de l'explication de cette évolution.

2-2- Les investissements de portefeuille

A l'instar des investissements directs, le montant net des investissements de portefeuille s'est affaibli en 2003 en se limitant à 306 millions de FCFA, contre 37.348 millions un an auparavant. Ce solde résulte de flux débiteurs (avoids) et créditeurs (engagements) relativement importants, mais qui se sont pratiquement compensés. En effet, le flux net des transactions sur les avois s'est établi à - 15.719 millions de FCFA (dont -7.237 millions pour les banques), alors que le flux net des engagements est ressorti à 16.025 millions de FCFA, en raison notamment d'un emprunt de 15.500 millions de FCFA contracté par une entreprise résidente.

2-3- Les autres investissements

Cette rubrique enregistre toutes les opérations financières non classées dans les deux rubriques précédentes et ne portant pas sur les avoirs de réserve. En 2003, son solde est redevenu excédentaire en se fixant à 84.708 millions de FCFA, après un déficit de 88.101 millions au terme de l'année précédente. Ce retour à la normale, imputable aux "autres secteurs", découle d'un dégonflement des dépôts à l'étranger du secteur privé non financier, le solde des avoirs en monnaie fiduciaire et dépôts étant passé de -103.368 millions (le signe "-" indique une augmentation pour les avoirs) à 19.790 millions de FCFA entre 2002 et 2003.

S'agissant des flux nets de capitaux publics, ils se sont chiffrés à 60.700 millions en 2003, en recul de 300 millions par rapport à l'année précédente. Les tirages du Gouvernement se sont élevés à 97.500 millions de FCFA, dont 62.600 millions de prêts-projets, en comparaison avec les 102.600 millions de 2002, dont 71.100 millions de prêts-projets. Cette évolution s'explique principalement par la faible absorption des prêts-projets, le montant utilisé ne représentant que 59,2% des dotations budgétaires. Dans le même temps, les amortissements ont décréu de 4.800 millions, atteignant ainsi 36.800 millions de FCFA.

2-4- Les avoirs de réserve

Ces avoirs qui permettent aux autorités monétaires de financer les déséquilibres de balance des paiements ont une importance cruciale en matière de stabilité de notre régime de change. Au terme de l'année 2003, ils ont fortement augmenté de nouveau avec un montant de 103.172 millions de FCFA, après 110.783 millions en 2002, à la faveur notamment de rapatriement de recettes d'exportation et d'un montant substantiel d'aides budgétaires.

B. ANALYSE DE LA POSITION EXTERIEURE**I.- BANQUES DE DEPOTS**

De même qu'à la fin de l'année précédente, les avoirs extérieurs nets des banques de dépôts se sont de nouveau contractés à fin décembre 2003 en s'établissant à 20.686 millions de FCFA, soit un recul de 8.121 millions, du fait d'un repli des avoirs et d'une augmentation des engagements. Les avoirs des banques commerciales se sont fixés à 117.982 millions de FCFA à fin 2003, contre 119.902 une année plus tôt, suite au dégonflement de leurs dépôts auprès de leurs correspondants. En ce qui concerne les engagements qui ont atteint 97.296 millions de FCFA (+6.201 millions ou 6,8%) à fin 2003, leur accroissement résulte d'une hausse concomitante des engagements à court terme et de ceux à moyen et long termes, de 2.516 millions (ou 3,2%) et 3.685 millions (ou 29,9%), respectivement.

Quant à la position nette créditrice des établissements bancaires vis-à-vis de leurs correspondants (avoirs – engagements des banques et correspondants), elle est ressortie à 29.565 millions en 2003, en baisse de 6.813 millions par rapport à son niveau de l'année 2002. Le tableau 21 résume l'évolution de la position monétaire extérieure des banques de dépôts entre 1999 et 2003.

TABLEAU 21 : Evolution des avoirs et engagements des banques de dépôts

RUBRIQUES	1999	2000	2001	2002	2003
	(en millions de FCFA)				
Avoirs	76 155	98 796	141 166	119 902	117 982
dont banques et correspondants	44 873	67 893	105 608	72 462	64 578
Engagements	57 404	56 099	72 470	91 095	97 296
Court terme	50 258	45 205	62 408	78 775	81 291
dont banques et correspondants	29 168	21 020	25 689	36 084	35 013
Moyen et long termes	7 146	10 894	10 062	12 320	16 005
POSITION MONETAIRE EXTERIEURE	18 751	42 697	68 696	28 807	20 686

Source : BCEAO.

II.- BANQUE CENTRALE

A la différence des autres institutions monétaires (banques de dépôts), la Banque Centrale a consolidé ses avoirs extérieurs nets au cours de l'année sous revue, grâce à un accroissement des avoirs de réserve et une réduction de ses engagements. En effet, les avoirs nets de l'Institut d'émission sur les non-résidents se sont établis à 374.908 millions de FCFA à fin 2003, après 253.979 millions précédemment. Cette évolution est imputable essentiellement à un renforcement des avoirs de réserve qui ont atteint 472.342 millions de FCFA, en hausse de 102.151 millions (ou 27,6%).

S'agissant des engagements extérieurs de la BCEAO, ils se sont limités à 97.434 millions de FCFA à fin décembre 2003, en retrait de 18.778 millions par rapport à l'année précédente. Principale composante de ces engagements, l'encours des crédits du Fonds Monétaire International (FMI) a été

ramené à 92.634 millions de FCFA en 2003, soit 19.760 millions de moins qu'auparavant, d'où la baisse des engagements totaux. L'appréciation de l'euro et du franc FCFA par rapport au DTS (droits de tirages spéciaux), l'unité de compte du FMI, a contribué à cette évolution.

Par ailleurs, les engagements vis-à-vis des banques et institutions étrangères se sont accrus de 732 millions en s'établissant à 3.843 millions de FCFA.

TABEAU 22 : Evolution des avoirs et engagements de la Banque centrale

RUBRIQUES	1999	2000	2001	2002	2003
AVOIRS	227 780	270 075	259 517	370 191	472 342
	(en millions de FCFA)				
Position de réserve	7 346	6 005	8 265	8 156	7 240
DTS détenus	349	76	279	24	497
Avoirs en devises	220 085	261 473	250 973	362 011	464 605
Autres créances		161			
ENGAGEMENTS	119 928	129 786	128 216	116 212	97 434
Recours aux crédits du Fonds	117 879	128 332	127 237	112 394	92 634
Banques et institutions étrangères	1 712	1 240	1 928	3 111	3 843
Engagements en monnaie étrangère					
Autres engagements	337	214	51	707	957
AVOIRS NETS	107 852	140 289	130 301	253 979	374 908

Source : BCEAO.

Au total, l'excédent du solde global de la balance des paiements, correspondant à la création monétaire induite par les transactions économiques et financières avec le reste du monde, a atteint 101.608 millions de francs CFA en 2003, en hausse de 19.209 millions par rapport au niveau déjà élevé de l'année 2002. Ce solde est corrigé des effets de réévaluation dus à l'appréciation de l'euro et du franc CFA vis-à-vis du DTS. Le tableau 23 retrace l'évolution du solde global de la balance des paiements entre 1999 et 2003.

TABLEAU 23 : Evolution des avoirs extérieurs nets

RUBRIQUES	1999	2000	2001	2002	2003
	(en millions de FCFA)				
Variation AEN banques de dépôts	-24 040	23 946	39 988	-39 889	-8 121
Variation AEN Banque centrale	-12 320	32 276	-9 827	123 678	120 929
Contrepartie des réévaluations	3 558	14 612	-2 162	-1 390	-11 200
SOLDE GLOBAL (1+2+3)	-32 802	70 834	27 999	62 399	101 608

Source : BCEAO.

III.- LA POSITION EXTERIEURE GLOBALE

Outre le secteur bancaire, les autres catégories d'agents économiques peuvent détenir des disponibilités ou créances sur des non-résidents ou avoir des engagements vis-à-vis d'eux. La position extérieure globale (PEG) d'une économie est le relevé, à une date donnée, des droits et créances financiers de l'ensemble de ses résidents vis-à-vis du reste du monde. Représentant ainsi la situation patrimoniale de l'économie étudiée par rapport au reste du monde, elle recense :

- les droits et créances sur les non-résidents,
- les engagements à l'égard des non-résidents,
- l'or monétaire,
- et les DTS.

A la fin de l'année 2003, la PEG du Mali est ressortie débitrice de 1.638.575 millions de francs CFA, soit une détérioration de 39.488 millions (ou 2,5%) par rapport à l'année précédente. En pourcentages du PIB, elle s'est établie à 66,6% à fin 2003, contre 70,0 une année plus tôt, du fait d'une croissance plus rapide du PIB (+7,4%) sur la même période. L'encours de la dette publique extérieure, principale composante des engagements extérieurs, s'est inscrit à 1.739.152 millions de francs CFA (hors allègements et y compris les engagements vis-à-vis du FMI), soit 74,9% des engagements totaux qui se sont élevés à 2.321.662 millions de francs CFA. Rapporté au PIB, cet indicateur de la dette publique extérieure s'est chiffré à 70,7%, alors que les engagements extérieurs totaux se sont établis à 94,3% du PIB en fin d'année, contre respectivement 75,4% et 103,5% à fin 2002. Le tableau 24 retrace l'évolution des grandes rubriques de la PEG entre 1999 et 2003.

TABLEAU 24 : Evolution de la position extérieure globale

RUBRIQUES	1999	2000	2001	2002	2003
	(en millions de FCFA)				
INVESTISSEMENTS DIRECTS NETS	-148 495	-92 862	-144 814	-326 567	-351 105
Avoirs	440	448	11 811	1 294	3 432
Engagements	148 935	93 310	156 625	327 861	354 537
Capital social et bénéfice réinvestis	51 266	55 809	60 940	288 752	266 381
Autres capitaux	97 669	37 501	95 685	39 109	68 156
INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE NETS	5 420	16 697	13 647	-22 025	26 723
Avoirs	32 212	20 046	26 079	25 779	51 089
Engagements	26 792	3 349	12 432	47 804	24 366
AUTRES INVESTISSEMENTS NETS	-1 768 890	-1 929 851	-1 877 969	-1 620 686	-1 786 535
Avoirs	179 066	130 409	202 113	368 699	156 224
Engagements	1 948 056	2 060 360	2 080 082	1 989 385	1 942 759
dont prêts Administrations Publiques	1 638 403	1 617 900	1 666 100	1 611 306	1 646 518
PM : Engagements vis-à-vis du FMI	117 879	128 332	127 237	112 394	92 634
AVOIRS DE RESERVE	227 780	270 075	259 517	370 181	472 342
TOTAL DES AVOIRS	439 498	420 978	499 520	765 963	683 087
TOTAL DES ENGAGEMENTS	2 123 783	2 157 019	2 249 139	2 365 050	2 321 862
POSITION EXTERIEURE GLOBALE	-1 684 285	-1 736 041	-1 749 619	-1 599 087	-1 638 875

Sources : BCEAO, Direction Générale de la Dette Publique.

Les avoirs financiers du Mali, pour leur part, ont chuté de 82.876 millions de FCFA (ou 10,8%) en ressortant à 683.087 millions de FCFA à fin 2003. Cette évolution s'explique notamment par la baisse des dépôts à l'extérieur du secteur privé non financier et des banques, à la suite de règlements d'engagements financiers vis-à-vis de non-résidents. Les avoirs de réserve se sont montés à 472.342 millions de FCFA, en hausse de 102.151 millions (ou 27,6%) par rapport au montant déjà élevé de 2002.

C. ANNEXES

Ces annexes comprennent :

- le tableau de réconciliation des données des statistiques financières internationales publiées par le Fonds Monétaire International (FMI) et celles prises en compte en balance des paiements concernant les avoirs et engagements extérieurs de la BCEAO ;
- le tableau de réconciliation des données des statistiques monétaires et de balance des paiements et relatives aux avoirs et engagements extérieurs des banques de dépôts ;
- le tableau de la balance des paiements pour l'année 2003 : « Présentation détaillée » ;
- le tableau de la balance des paiements pour l'année 2003 : « Présentation optique BCEAO » ;
- le tableau de la position extérieure globale pour l'année 2003.

**A. Tableau de réconciliation des données des statistiques financières internationales (FMI)
et de balance des paiements
Avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale**

	2002	2003	Variation
	(en millions de FCFA)		
AVOIRS			
Statistiques monétaires	371 800	472 342	100 542
Ajustements	-1 609		
Total avoirs en balance des paiements (A)	370 191	472 342	102 151
ENGAGEMENTS			
selon les Statistiques Financières Internationales Recours aux crédits du FMI	107 100	91 250	-15 850
selon les Statistiques Financières Internationales selon Balance des paiements	103 575	87 672	-15 903
Ajustements	112 394	92 634	-19 760
	9 112	6 184	-2 928
Total engagements en balance des paiements (E)	116 212	97 434	-18 778
AVOIRS EXTERIEURS NETS (A - E)	253 979	374 908	120 929

Sources : BCEAO, FMI.

**B. Tableau de réconciliation des données des statistiques monétaires
et de balance des paiements
Avoirs et engagements extérieurs des autres institutions monétaires**

	2002	2003	Variation
	(en millions de FCFA)		
AVOIRS			
Statistiques monétaires (données FISEC)	117 598	115 528	-2 070
Valeurs à l'encaissement non disponibles	-1 827	-4 694	-2 867
Débiteurs divers	16	0	-16
Divers-comptes d'ordre	100	94	-6
Billets externes UMOA	4 015	7 054	3 039
Ajustements	0	0	0
Total avoirs en balance des paiements (A)	119 902	117 982	-1 920
ENGAGEMENTS			
Statistiques monétaires (données FISEC)	72 027	77 027	5 000
Comptes exigibles après encaissement	-1 389	-3 633	-2 244
Dépôts des Maliens de l'extérieur	20 991	23 896	2 905
Versement à effectuer sur titres de placement	0	0	0
Créditeurs divers	3	6	3
Divers-comptes d'ordre	13	0	-13
Ajustements	-550		550
Total engagements en balance des paiements (E)	91 095	97 296	6 201
AVOIRS EXTERIEURS NETS (A - E)	28 807	20 686	-8 121

Source : BCEAO.

Année 2003

D Mali / Monde après ajustement

Code	Intitulés	Credit	Débit	Net
4 0 93	Compte des transactions courantes	841 904	999 394	-157 490
4 1 00	Biens	539 262	574 422	-35 160
4 1 10	Marchandises générales	210 214	567 824	-357 610
4 1 50	Biens importés ou exportés pour transformation			
4 1 51	Biens transformés à l'étranger			
4 1 52	Biens transformés dans l'économie			
4 1 60	Réparations de biens	89	1 791	-1 702
4 1 70	Achats de biens dans les ports par les transporteurs	2 126	4 807	-2 681
4 1 71	Dans les ports maritimes			
4 1 72	Dans les aéroports	2 126	1 934	192
4 1 73	Dans d'autres ports		2 873	-2 873
4 1 80	Or non monétaire	326 833		326 833
4 1 81	Détenu à titre de réserve de valeur			
4 1 82	Détenu à d'autres fins	326 833		326 833
4 2 00	Services	130 337	280 273	-149 936
4 2 05	Transports	24 790	181 510	-156 720
4 2 06	Transports maritimes		84 082	-84 082
4 2 07	Passagers			
4 2 08	Fret		84 082	-84 082
4 2 09	Autres			
4 2 10	Transports aériens	5 984	39 988	-34 004
4 2 11	Passagers	3 744	26 973	-23 229
4 2 12	Fret		11 466	-11 466
4 2 13	Autres	2 240	1 549	691
4 2 14	Autres transports	18 806	57 440	-38 634
4 2 15	Passagers	876		876
4 2 16	Fret	17 930	57 440	-39 510
4 2 17	Autres			
4 2 36	Voyages	74 331	27 652	46 679
4 2 37	Voyages à titre professionnel	31 155	16 113	15 042
4 2 38	Travailleurs saisonniers et frontaliers			
4 2 39	Autres	31 155	16 113	15 042
4 2 40	Voyages à titre personnel	43 176	11 539	31 637
4 2 41	Pour raisons de santé	218	616	-398
4 2 42	A but éducatif	15	1 381	-1 366
4 2 43	A d'autres fins	42 943	9 547	33 401
4 2 45	Services de communication	7 083	5 638	1 445
4 2 49	Services de bâtiment et travaux publics	3 417	12 759	-9 342
4 2 53	Services d'assurances	709	11 108	-10 399
4 2 54	Compagnies d'assurance vie et caisses de pen			
4 2 55	Assurance du fret		7 278	-7 278
4 2 56	Autres assurances directes	30	1 955	-1 925
4 2 57	Réassurance	59	1 848	-1 789
4 2 58	Services auxiliaires	620	27	593
4 2 60	Services financiers	1 150	4 723	-3 573
4 2 62	Services d'informatique et d'information		1 215	-1 215
4 2 65	Redevances et droits de licence		514	-514

Année----- 2003

D Mali			/ Monde	après ajustement		
Code		Intitulés	Credit	Débit	Net	
4 2 68		Autres services aux entreprises	9 146	32 542	-23 396	
4 2 69		Négoce international et autres services liés au				
4 2 70		Négoce international				
4 2 71		Autres				
4 2 72		Location-exploitation	58	1 262	-1 204	
4 2 73		Divers services aux entreprises, spécialisés et t	9 088	31 280	-22 192	
4 2 74		Services juridiques, de compta., conseil en ge				
4 2 75		Services juridiques				
4 2 76		Comptabilité, vérifi. des cptes, tenue des livre				
4 2 77		Conseil en gestion des entreprises et relations				
4 2 78		Publicité, études de marché et sondages d'opin	5	57	-52	
4 2 79		Recherche et développement	43		43	
4 2 80		Architecture, ingénierie et autres services techn				
4 2 81		Services agricoles, miniers et traitement sur pla				
4 2 82		Traitement des déchets et dépollution				
4 2 83		Autres				
4 2 84		Autres services		318	-318	
4 2 85		Services entre entreprises apparentées n.c.a				
4 2 87		Services personnels, culturels et relatifs aux lois	101	143	-42	
4 2 89		Autres	94		94	
4 2 91		Services fournis ou reçus par les administrations	9 610	2 469	7 141	
4 2 92		Ambassades et consulats	9 201	1 535	7 666	
4 2 93		Unités et organismes militaires				
4 2 94		Autres	409	934	-525	
0						
4 3 00		Revenus	17 993	110 941	-92 948	
4 3 10		Rémunération des salariés	8 679	5 618	3 061	
4 3 20		Revenus des investissements	9 314	105 323	-96 009	
4 3 30		Investissements directs	5 976	75 356	-69 380	
4 3 31		Revenus des titres de participation	5 976	74 794	-68 818	
4 3 32		Dividendes et bénéfices distribués	376	74 789	-74 413	
4 3 33		Bénéfices réinvestis	5 600	5	5 595	
4 3 34		Revenus des titres de créance		562	-562	
4 3 39		Investissements de portefeuille	1 358	11 366	-10 008	
4 3 40		Revenu des titres de participation	29	4 378	-4 349	
4 3 41		Autorités monétaires				
4 3 42		Administrations publiques				
4 3 43		Banques		925	-925	
4 3 44		Autres secteurs	29	3 445	-3 416	
4 3 49		Revenus des titres de créance	1 329	6 995	-5 667	
4 3 50		Obligations et autres titres d'emprunt	1 299	6 995	-5 697	
4 3 51		Autorités monétaires				
4 3 52		Administrations publiques				
4 3 53		Banques	1 180	1 014	166	
4 3 54		Autres secteurs	119	5 982	-5 863	
4 3 60		Instruments du marché monétaire et dérivé	30		30	
4 3 61		Autorités monétaires				
4 3 62		Administrations publiques				

Année 2003

D Mali

/ Monde

après ajustement

Code			Intitulés	Credit	Débit	Net
4	3	64	Autres secteurs			
4	3	70	Autres investissements	1 980	18 601	-16 621
4	3	71	Autorités monétaires	864		864
4	3	72	Administrations publiques		15 900	-15 900
4	3	73	Banques	456	404	52
4	3	74	Autres secteurs	660	2 297	-1 637
0						
4	3	79	Transferts courants	154 312	33 758	120 554
4	3	80	Administrations publiques	69 703	2 319	67 384
4	3	90	Autres secteurs	84 609	31 439	53 170
4	3	91	Envois de fonds des travailleurs	80 709	27 865	52 844
4	3	92	Autres transferts	3 900	3 574	326
0						
4	9	96	Compte de capital et d'opérations financières	416 043	261 946	154 097
0						
4	9	94	Compte de capital	96 220	8	96 212
4	4	00	Transferts de capital	96 220		96 220
4	4	01	Administrations publiques	90 838		90 838
4	4	02	Remises de dettes	30 138		30 138
4	4	10	Autres	60 700		60 700
4	4	30	Autres secteurs	5 382		5 382
4	4	31	Transferts des migrants			
4	4	32	Remises de dettes			
4	4	40	Autres transferts	5 382		5 382
4	4	80	Acquisitions et cessions d'actifs non financiers n		8	-8
0						
4	9	95	Compte d'opérations financières	319 823	261 938	57 885
0						
4	5	00	Investissements directs	94 147	18 104	76 043
4	5	05	De l'économie à l'étranger	1 521	2 348	-827
4	5	06	Capital social et bénéfices réinvestis		253	-253
4	5	10	Capital social		253	-253
4	5	25	Bénéfices réinvestis			
4	5	30	Autres transactions	1 521	2 095	-574
4	5	35	Créances sur les entreprises apparentées	565	2 095	-1 530
4	5	40	Engagements envers les entreprises appare	956		956
4	5	55	De l'étranger dans l'économie	92 626	15 756	76 870
4	5	56	Capital social et bénéfices réinvestis	37 674	10 457	27 217
4	5	60	Capital social	37 669	4 857	32 812
4	5	75	Bénéfices réinvestis	5	5 600	-5 595
4	5	80	Autres transactions	54 952	5 299	49 653
4	5	85	Créances sur les investisseurs directs		2 149	-2 149
4	5	90	Engagements envers les investisseurs direct	54 952	3 150	51 802
0						
4	6	00	Investissements de portefeuille	21 201	20 895	306
0						
4	6	02	Avoirs	4 356	20 075	-15 719
4	6	10	Titres de participation	108	19	89
4	6	11	Autorités monétaires			

Année 2003

D		Mali	/ Monde	après ajustement		
Code		Intitulés	Credit	Débit	Net	
4 6 12		Administrations publiques				
4 6 13		Banques				
4 6 14		Autres secteurs	108	19	89	
4 6 19		Titres de créances	4 248	20 056	-15 808	
4 6 20		Obligations et autres titres d'emprunt	4 133	19 920	-15 787	
4 6 21		Autorités monétaires				
4 6 22		Administrations publiques				
4 6 23		Banques	4 021	11 258	-7 237	
4 6 24		Autres secteurs	112	8 662	-8 550	
4 6 30		Instruments du marché monétaire	110	136	-26	
4 6 31		Autorités monétaires				
4 6 32		Administrations publiques				
4 6 33		Banques	100		100	
4 6 34		Autres secteurs	10	136	-126	
4 6 40		Dérivés financiers	5		5	
4 6 41		Autorités monétaires				
4 6 42		Administrations publiques				
4 6 43		Banques				
4 6 44		Autres secteurs	5		5	
0						
4 6 52		Engagements	16 845	820	16 025	
4 6 60		Titres de participation	1 345	820	525	
4 6 63		Banques	400	629	-229	
4 6 64		Autres secteurs	945	191	754	
4 6 69		Titres d'engagement	15 500		15 500	
4 6 70		Obligations et autres titres d'emprunt	15 500		15 500	
4 6 71		Autorités monétaires				
4 6 72		Administrations publiques				
4 6 73		Banques				
4 6 74		Autres secteurs	15 500		15 500	
4 6 80		Instruments du marché monétaire				
4 6 81		Autorités monétaires				
4 6 82		Administrations publiques				
4 6 83		Banques				
4 6 84		Autres secteurs				
4 6 90		Dérivés financiers				
4 6 91		Autorités monétaires				
4 6 92		Administrations publiques				
4 6 93		Banques				
4 6 94		Autres secteurs				
0						
4 7 00		Autres investissements	202 944	118 236	84 708	
0						
4 7 03		Avoirs	48 313	46 189	2 124	
4 7 06		Crédits commerciaux	4 383	7 167	-2 784	
4 7 07		Administrations publiques				
4 7 08		Long terme				
4 7 09		Court terme				
4 7 10			4 383	7 167	-2 784	

Année 2003

D Mali / Monde après ajustement

Code			Intitulés	Credit	Débit	Net
4	7	11	Long terme			
4	7	12	Court terme			
4	7	14	Prêts	1 751	15 058	-13 307
4	7	15	Autorités monétaires			
4	7	17	Long terme			
4	7	18	Court terme			
4	7	19	Administrations publiques			
4	7	20	Long terme			
4	7	21	Court terme			
4	7	22	Banques	1 751	15 045	-13 294
4	7	23	Long terme		5 707	-5 707
4	7	24	Court terme	1 751	9 338	-7 587
4	7	25	Autres secteurs		13	-13
4	7	26	Long terme			
4	7	27	Court terme			
4	7	30	Monnaie fiduciaire et dépôts	39 757	19 967	19 790
4	7	31	Autorités monétaires			
4	7	32	Administrations publiques			
4	7	33	Banques	29 617	9 561	20 056
4	7	34	Autres secteurs	10 140	10 406	-266
4	7	36	Autres avoirs	2 422	3 997	-1 575
4	7	37	Autorités monétaires			
4	7	38	Long terme			
4	7	39	Court terme			
4	7	40	Administrations publiques			
4	7	41	Long terme			
4	7	42	Court terme			
4	7	43	Banques	2 389	94	2 295
4	7	44	Long terme		94	-94
4	7	45	Court terme	2 389		2 389
4	7	46	Autres secteurs	33	3 903	-3 870
4	7	47	Long terme			
4	7	48	Court terme			
0						
4	7	53	Engagements	154 631	72 047	82 584
4	7	56	Crédits commerciaux	12 042	5 901	6 141
4	7	57	Administrations publiques			
4	7	58	Long terme			
4	7	59	Court terme			
4	7	60	Autres secteurs	12 042	5 901	6 141
4	7	61	Long terme			
4	7	62	Court terme			
4	7	64	Prêts	126 202	61 203	64 999
4	7	65	Autorités monétaires	12 221	19 760	-7 539
4	7	66	Utilisation des crédits et prêts du FMI	12 221	19 760	-7 539
4	7	67	Autres prêts à long terme			
4	7	68	Prêts à court terme			
4	7	69	Administrations publiques	97 500	36 800	60 700
4	7	70	Long terme	97 500	36 800	60 700

Année 2003

D Mali

/ Monde

après ajustement

Code	Intitulés	Credit	Débit	Net
4 7 71	Court terme			
4 7 72	Banques	1 872	40	1 832
4 7 73	Long terme	950		950
4 7 74	Court terme	922	40	882
4 7 75	Autres secteurs	14 609	4 603	10 006
4 7 76	Long terme			
4 7 77	Court terme			
4 7 80	Monnaie fiduciaire et dépôts	9 845	2 274	7 571
4 7 81	Autorités monétaires	1 260	528	732
4 7 83	Banques	8 585	1 746	6 839
4 7 86	Autres engagements	6 542	2 669	3 873
4 7 87	Autorités monétaires	250		250
4 7 88	Long terme			
4 7 89	Court terme			
4 7 90	Administrations publiques			
4 7 91	Long terme			
4 7 92	Court terme			
4 7 93	Banques	3	2 244	-2 241
4 7 94	Long terme			
4 7 95	Court terme	3	2 244	-2 241
4 7 96	Autres secteurs	6 289	425	5 864
4 7 97	Long terme			
4 7 98	Court terme			
0				
4 8 00	Avoirs de réserve	1 531	104 703	-103 172
4 8 10	Or monétaire			
4 8 20	DTS		539	-539
4 8 30	Position de réserve au FMI	916	955	-39
4 8 40	Avoirs en devises	615	103 209	-102 594
4 8 45	Monnaie fiduciaire et dépôts	615	103 209	-102 594
4 8 50	Auprès des autorités monétaires			
4 8 55	Auprès des banques			
4 8 60	Titres			
4 8 65	Titres de participation			
4 8 70	Obligations et autres titres d'emprunt			
4 8 75	Instruments du marché monétaire et dérivés			
4 8 80	Autres créances			
0				
4 9 98	Erreurs et omissions nettes	3 393		3 393

Année 2003

D Mali

/ Monde

après ajustement

Code	Intitulés	Monta
8 9 88	AVOIRS	683 01
8 5 05	Investissements directs à l'étranger	3 4
8 5 06	. Capital social et bénéfices réinvestis	2 70
8 5 30	. Autres capitaux	7
8 6 02	Investissements de portefeuille	51 01
8 6 10	. Titres de participation	51
8 6 13	. dont : banques	21
8 6 19	. Titres de créances	50 51
8 6 20	. Obligations et autres titres d'emprunt	49 8
8 6 23	. dont : banques	29 8
8 6 30	. Instruments du marché monétaire	6
8 6 33	. dont : banques	5
8 6 40	. Dérivés financiers	
8 6 43	. dont : banques	
8 7 03	Autres investissements	156 2
8 7 06	. Crédits commerciaux	17 2
8 7 14	. Prêts	30 6
8 7 15	. Autorités monétaires	
8 7 19	. Administrations publiques	
8 7 22	. Banques	30 6
8 7 23	. Long terme	6 6
8 7 24	. Court terme	23 9
8 7 25	. Autres secteurs	
8 7 30	. Monnaie fiduciaire et dépôts	95 4
8 7 31	. Autorités monétaires	
8 7 32	. Administrations publiques	
8 7 33	. Banques	73 1
8 7 34	. Autres secteurs	22 3
8 7 36	. Autres avoirs	12 6
8 7 37	. Autorités monétaires	
8 7 40	. Administrations publiques	
8 7 43	. Banques	-3 3
8 7 44	. Long terme	
8 7 45	. Court terme	-3 4
8 7 46	. Autres secteurs	16 1
8 8 00	Avoirs de réserve	472 3
8 8 10	. Or monétaire	
8 8 20	. DTS	
8 8 30	. Position de réserve au FMI	7
8 8 40	. Monnaies étrangères	464 6
8 8 80	. Autres créances	
0		
8 8 89	ENGAGEMENTS	2 321 4
8 5 55	Investissements directs dans l'économie	354
8 5 56	. Capital social et bénéfices réinvestis	286
8 5 80	. Autres capitaux	68
8 6 52	Investissements de portefeuille: engagements	24

Année 2003

D Mali

/ Monde

après ajustement

Code	Intitulés	Monta
8 6 80	Titres de participation	8 81
8 6 63	Banques	81
8 6 64	Autres secteurs	7 91
8 6 69	Titres d'engagement	15 50
8 6 70	Obligations et autres titres d'emprunt	15 51
8 6 71	Autorités monétaires	
8 6 72	Administrations publiques	
8 6 73	Banques	
8 6 74	Autres secteurs	15 50
8 6 80	Instruments du marché monétaire	
8 6 83	Banques	
8 6 90	Dérivés financiers	
8 6 93	Banques	
8 7 53	Autres investissements : engagements	1 942 75
8 7 56	Crédits commerciaux	35 06
8 7 64	Prêts	1 800 71
8 7 65	Autorités monétaires	92 63
8 7 66	Utilisation des crédits et prêts du FMI	92 63
8 7 67	Autres prêts à long terme	
8 7 68	Prêts à court terme	
8 7 69	Administrations publiques	1 646 51
8 7 70	Long terme	1 646 51
8 7 71	Court terme	
8 7 72	Banques	20 84
8 7 73	Long terme	12 78
8 7 74	Court terme	8 06
8 7 75	Autres secteurs	40 71
8 7 76	Long terme	
8 7 77	Court terme	
8 7 80	Monnaie fiduciaire et dépôts	90 64
8 7 81	Autorités monétaires	3 84
8 7 83	Banques	86 80
8 7 86	Autres engagements	16 34
8 7 87	Autorités monétaires	95
8 7 90	Administrations publiques	
8 7 93	Banques	
8 7 96	Autres secteurs	15 35
8 9 89	POSITION EXTERIEURE GLOBALE	1 638 57

FIN DE DOCUMENT

Année - - - 2003

D Mali			/ Monde	après ajustement		
Code	Intitulés		Credit	Débit	Net	
4 9 93	Compte des transactions courantes		841 904	999 394	-157 490	
0						
4 1 00	Biens		539 262	574 422	-35 160	
4 1 10	Marchandises générales		210 214	567 824	-357 610	
4 1 20	Autres biens		329 048	6 598	322 450	
0						
4 2 00	Services		130 337	280 273	-149 936	
4 2 05	Transports		24 790	181 510	-156 720	
4 2 03	- dont fret		17 930	152 988	-135 058	
4 2 36	Voyages		74 331	27 652	46 679	
4 2 91	Services fournis ou reçus par les administrations		9 610	2 469	7 141	
4 2 98	Autres services		21 606	68 642	-47 036	
0						
4 3 00	Revenus		17 993	110 941	-92 948	
4 3 10	Rémunération des salariés		8 679	5 618	3 061	
4 3 20	Revenus des investissements		9 314	105 323	-96 009	
4 3 05	- dont intérêts sur dette publique			15 900	-15 900	
0						
4 3 79	Transferts courants		154 312	33 758	120 554	
4 3 80	Administrations publiques		69 703	2 319	67 384	
4 3 90	Autres secteurs		84 609	31 439	53 170	
0						
4 9 97	Compte de capital et d'opérations financières		352 043	96 338	255 705	
4 4 00	Transferts de capital		96 220		96 220	
4 4 01	Administrations publiques		90 838		90 838	
4 4 02	Remises de dettes		30 138		30 138	
4 4 10	Autres		60 700		60 700	
4 4 30	Autres secteurs		5 382		5 382	
4 4 80	Acquisitions et cessions d'actifs non financiers n			8	-8	
0						
4 5 00	Investissements directs		94 147	18 104	76 043	
4 5 05	De l'économie à l'étranger		1 521	2 348	-827	
4 5 55	De l'étranger dans l'économie		92 626	15 756	76 870	
0						
4 5 99	Investissements de portefeuille		16 680	9 008	7 672	
4 6 01	De l'économie à l'étranger		235	8 817	-8 582	
4 6 51	De l'étranger dans l'économie		16 445	191	16 254	
0						
4 6 99	Autres investissements		144 996	69 218	75 778	
4 7 01	De l'économie à l'étranger		14 556	21 489	-6 933	
4 7 13	Administrations publiques					
4 7 51	De l'étranger dans l'économie		130 440	47 729	82 711	
4 7 63	Administrations publiques		97 500	36 800	60 700	
4 7 78	Autres secteurs		32 940	10 929	22 011	
0						
0 0 00	Pour mémoire					
4 9 20	Financements exceptionnels					
4 9 31	Rééchelonnements					
4 9 32	Remises de dettes					

Année: 2003

D Mali			/ Monde	après ajustement		
Code			Intitulés	Credit	Débit	Net
4	9	32	Total des arriérés			
4	9	48	Autres			
0						
4	9	98	Erreurs et omissions nettes	3 393		3 393
0						
4	9	90	Solde global	1 506 775	1 405 167	101 608
0						
4	7	02	Avoirs et engagements extérieurs	64 000	165 608	-101 608
0						
4	7	05	Autorités monétaires	15 262	124 991	-109 729
4	7	16	Avoirs	1 531	104 703	-103 172
4	7	82	Engagements	13 731	20 288	-6 557
0	0	00	Pour mémoire			
4	8	05	Contreparties de réévaluation des cptes du FMI	12 221	1 021	11 200
0						
4	7	35	Banques	48 738	40 617	8 121
4	7	29	Avoirs	37 878	35 958	1 920
4	7	79	Engagements	10 860	4 659	6 201